



REPUBLIQUE DU BURUNDI

Ministère de l'Environnement,
de l'Agriculture et de l'Élevage



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



SYSTEME DE SUIVI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE. BURUNDI - FSMS

Juillet 2025

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le rapport FSMS de juillet 2025 présente une analyse approfondie de la sécurité alimentaire au Burundi, soulignant une détérioration significative depuis 2022, principalement due à des chocs climatiques, une inflation galopante, et des problèmes structurels.

L'enquête, menée auprès de 2 722 ménages dans 17 provinces rurales, révèle que **28 % des ménages sont en insécurité alimentaire** (modérée et sévère), une augmentation alarmante de 21 points par rapport à 2022. La sécurité alimentaire marginale concerne 51 % de la population.

- **Zones les plus touchées** : Les zones les plus touchées sont les Dépressions de l'Est, les Crêtes Congo-Nil et les Plateaux Secs de l'Est, où les taux d'insécurité alimentaire globale sont les plus élevés. La province de Buhumuza est particulièrement affectée, avec des communes atteignant jusqu'à 85 % d'insécurité alimentaire.
- **Consommation alimentaire** : La consommation est préoccupante. Bien que les légumineuses et les huiles soient fréquemment consommées, la consommation de lait, de viande, de poisson et de fruits est très faible, soulevant des inquiétudes quant aux carences nutritionnelles.
- **Impact économique** : Les dépenses des ménages ont explosé de 114 % entre 2022 et 2025, témoignant d'une inflation sévère qui érode le pouvoir d'achat.
- **Stratégies d'adaptation** : Les stratégies d'adaptation sont de plus en plus drastiques, allant de la consommation d'aliments moins chers à la vente de biens productifs et au retrait des enfants de l'école dans les zones les plus vulnérables.
- **Facteurs de vulnérabilité** : Les ménages dirigés par des femmes sont statistiquement plus exposés à l'insécurité alimentaire. L'agriculture vivrière reste la principale activité, mais la diversification des revenus est faible. Les chocs climatiques, la hausse des prix et les maladies sont les principaux facteurs de stress.
- **Stocks alimentaires** : La durée moyenne des stocks alimentaires n'est que de 11 semaines, et 16 % des ménages ont moins d'un mois de réserves.

En conclusion, la situation appelle à des interventions urgentes et ciblées pour renforcer la résilience des ménages, améliorer l'accès aux aliments nutritifs, stabiliser les prix et diversifier les sources de revenus, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

ACRONYMES

Acronyme	Signification
BIF	Franc Burundais
BPEAE	Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage
CARI	Consolidated Approach to Reporting Food Security Indicators
CCN	Crête Congo-Nil
CFSVA	Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis
CM	Chef de Ménage
CSI	Coping Strategy Index
DE	Dépression de l'Est
DN	Dépression du Nord
EFSA	Emergency Food Security Assessment
FAW	Fall Armyworm (Chenille légionnaire d'automne)
FCS	Food Consumption Score
FSMS	Food Security Monitoring System
GCA	Groupes de consommation alimentaire
HDDS	Household Diet Diversity Score
ODK/MoDa	Open Data Kit/Mobile Data Acquisition

HHS	Household Hunger Scale
IAM	Insécurité Alimentaire Modérée
IAS	Insécurité Alimentaire Sévère
INSBU	Institut National de la Statistique du Burundi
IPC	Integrated Food Security Phases Classification / Indice des Prix à la Consommation
OIM	Office International pour les Migrations
PPR	Peste des Petits Ruminants
rCSI	Reduced Coping Strategies Index
SA	Sécurité Alimentaire
SAM	Sécurité Alimentaire Marginale
SCA	Score de consommation alimentaire
SDA	Score de diversité alimentaire
SPSS	Statistic Package for Social Sciences
ZMEs	Zones de Moyens d'Existence

Table des matières

RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	2
ACRONYMES	3
I. GENERALITES.....	6
I.1. Contexte de l'étude.....	6
I.2. Méthodologie	8
II.PRESENTATION DES RESULTATS	9
II.1 Situation sociodémographique des ménages	9
II.1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristique du ménage	9
II.1.2. Statut du chef de ménage.....	10
II.1.3. Déplacements des populations.....	12
II.2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages	13
II.2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire	13
II.2.2. Consommation alimentaire des ménages	20
II.2.4. Perception de l'indice de la faim (HHI) dans les ménages.....	32
II.2.5. L'insécurité alimentaire (CARI) versus actifs du ménage.....	33
II.2.6. Les Stratégie d'adaptation des ménages (alimentaires et celles basées sur les moyens de subsistance.....	35
II.2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages	42
III. LES CHOCS COMMUNAUTAIRES RECENTS	51
a) Chocs au cours des 6 derniers mois	51
b) Durée des stocks alimentaires dans les ménages	52
IV. GENRE ET QUELQUES INDICATEURS CLES	53
V. AGRICULTURE ET ELEVAGE : PRINCIPALES CULTURES, CONTRAINTES, ETC.	54
CONCLUSION GÉNÉRALE	56
PRINCIPALES RECOMMANDATIONS.....	57

I. GENERALITES

I.1. Contexte de l'étude

Les enquêtes FSMS sont régulièrement menées dans le cadre d'un partenariat entre le Programme Alimentaire Mondial (PAM) Burundi et le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (MINEAGRIE), à travers les 17 Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (BPEAE), qui assurent la collecte et la transmission des données.

La présente enquête a été réalisée en juillet 2025, période post-récolte de la saison 2025B, caractérisée par des conditions pluviométriques nettement meilleures que celles de la saison 2024B. Toutefois, malgré cette amélioration, la production agricole reste limitée par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels.

1. Facteurs structurels limitant la production agricole

a. Pression démographique et accès à la terre

- **Densité élevée** : Le Burundi présente une des densités de population les plus fortes d'Afrique, exerçant une pression considérable sur les terres agricoles.
- **Fragmentation des parcelles** : La forte natalité et les traditions foncières ont conduit à une réduction drastique de la taille des exploitations, souvent inférieures à un demi-hectare.
- **Dégradation des sols** : La disparition des jachères, l'érosion liée au relief accidenté, le déboisement et la culture sur des terres marginales ont fortement réduit la fertilité des sols.

b. Faible pouvoir d'achat et Accès limité aux intrants et technologies agricoles

- **Faible utilisation d'intrants** : Peu d'agriculteurs utilisent des engrais chimiques ou des semences améliorées.
- **Disponibilité et coût** : Malgré les subventions gouvernementales, les intrants restent chers et souvent disponibles en retard par rapport aux saisons agricoles.
- **Irrigation insuffisante** : L'agriculture dépend fortement des précipitations, avec une superficie irriguée très limitée.
- **Outils rudimentaires** : L'usage d'outils traditionnels comme la houe freine la productivité.

c. Défis économiques et commerciaux

- **Agriculture de subsistance** : La production est principalement destinée à l'autoconsommation, avec peu de surplus commercialisable.
- **Infrastructures déficientes** : Le mauvais état des routes et les coûts élevés de transport entravent l'accès aux marchés.
- **Revenus faibles et accès limité au crédit** : Les agriculteurs ont peu de moyens pour investir dans des technologies ou des intrants.

d. Impacts du changement climatique

- **Événements extrêmes** : Sécheresses, inondations et glissements de terrain perturbent les cycles de productions agricoles et productivités.
- **Variabilité des précipitations** : Le climat devient de plus en plus imprévisible.
- **Érosion des sols** : Les pluies torrentielles emportent la couche arable, réduisant la productivité.

2. Pression liée à l'afflux de réfugiés

Selon les rapports du HCR, au 31 juillet 2025, le Burundi accueillait environ 110 056 réfugiés et demandeurs d'asile, répartis dans six camps (Bwagiriza, Kavumu, Kinama, Musasa, Musenyi et Nyankanda), ainsi que dans des ménages hôtes, notamment dans la commune de Rugombo (province de Cibitoke). La majorité provient de la République Démocratique du Congo (RDC).

L'arrivée massive de réfugiés accentue les pressions sur les ressources locales **Ressources naturelles** : Accès limité à la terre, à l'eau et au bois de chauffage.

- **Insécurité alimentaire** : Les rations humanitaires sont souvent insuffisantes, et la concurrence pour les emplois informels affecte les moyens de subsistance locaux.

- **Infrastructures sociales** : Les services de santé et d'éducation sont surchargés.

- **Tensions sociales** : La compétition pour les ressources peut générer des conflits entre réfugiés et communautés hôtes.

- **Opportunités de développement** : Certains projets dont MERANKABANDI, PRODECI-TURIKUMWE... ont une approche inclusive et contribuent à améliorer les infrastructures et à promouvoir leur autonomisation économique graduelle.

3. Évolution de l'inflation entre 2020 et 2025 selon les les rapports de l'INSBU

a. 2020–2022 : Instabilité croissante

- 2020 : Déflation atteignant -6,4 % en septembre, suivie d'une reprise liée aux perturbations des importations dues à la pandémie.

- 2021–2022 : Accélération de l'inflation, atteignant 10,5 % en 2021 et 26,6 % en décembre 2022.

b. 2023–2025 : Explosion inflationniste

- 2023 : Inflation alimentaire record à 32,6 % en mars, exacerbée par la crise du carburant et la dépréciation du franc burundais.

- 2024–2025 : Maintien de l'inflation à des niveaux élevés, dépassant 41,6 % en juin 2025, avec des pics à 45,5 % en avril.

c. Causes principales

- **Effet domino du conflit russo-ukrainien sur l'économie burundaise** : Ce conflit a provoqué une perturbation majeure des chaînes d'approvisionnement internationales, entraînant une hausse significative des prix des biens et services importés (y compris les intrants pour les unités de production locale).

- **Facteurs de vulnérabilité internes** : Pénuries de devises, dépréciation du franc burundais, pénuries répétitives de carburant, chocs climatiques.

- **Facteurs budgétaires** : Déficit budgétaire et augmentation des dépenses publiques.

En définitif, le contexte actuel du Burundi est marqué par une vulnérabilité structurelle profonde, aggravée par des chocs conjoncturels et climatiques. Ces dynamiques affectent directement la sécurité alimentaire et le pouvoir d'achat des ménages, soulignant l'urgence de renforcer la résilience économique et sociale du pays.

I.2. Méthodologie

1. Comment avons-nous collecté les données ?

- **Auprès des ménages** : Nous avons interrogé des ménages spécifiques, soigneusement sélectionnés pour représenter la diversité des modes de vie dans 8 zones de moyens d'existence (régions agroécologiques).
- **En consultant des documents** : Pour vérifier et compléter les informations données par les ménages, nous avons aussi utilisé des rapports et des études récentes.

2. Combien de ménages ont participé ?

Nous avons prévu d'interroger 2 720 familles réparties dans 17 provinces rurales. Au final, nous avons pu réaliser 2 722 entretiens complets, soit un peu plus de 100%.

3. Qui a réalisé les entretiens ?

Les entretiens ont été menés par les techniciens des services déconcentrés du ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage. Ces agents sont régulièrement formés pour s'adapter aux nouvelles méthodes de travail.

4. Comment les ménages ont-ils été choisis ?

Dans le cadre de l'harmonisation méthodologique convenue entre le MINEAGRIE, le PAM, la FAO et l'INSBU, le module « sécurité alimentaire » du système de suivi FSMS est administré de manière périodique auprès de ménages-repères représentatifs des huit Zones de Moyens d'Existence (ZME) et des 18 anciennes provinces rurales. Il convient toutefois de souligner que l'identification des 2 722 ménages-repères repose sur les zones de dénombrement établies lors du recensement de 2008. Cette base reste en vigueur dans l'attente de son actualisation conformément aux résultats du dernier Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE) de 2024.

5. Comment la qualité a-t-elle été assurée ?

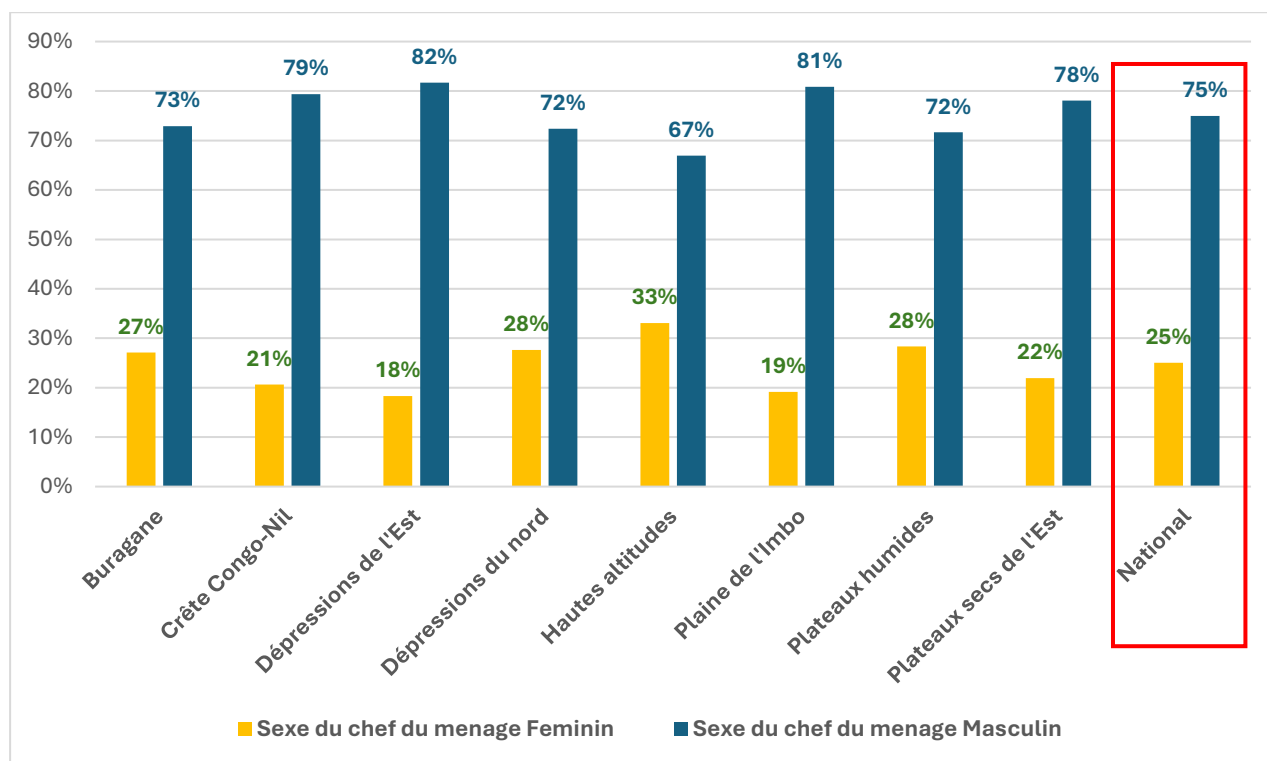
- **Sur le terrain** : Des superviseurs ont visité chaque province pour s'assurer que les entretiens se déroulaient bien et pour apporter leur appui technique.
- **Avec la technologie** : Nous avons utilisé une application mobile (ONA/MoDa pour poser les questions et envoyer les réponses, ce qui a rendu le processus plus efficace.
- **Après la collecte** : Une fois toutes les informations recueillies, nous les avons "nettoyées" (corrigées les erreurs) et analysées avec des logiciels spécialisés (Excel et SPSS) pour garantir la fiabilité des résultats.

II. PRESENTATION DES RESULTATS

II.1 Situation sociodémographique des ménages

II.1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristique du ménage

Graphique 1. Proportion des ménages enquêtés selon le sexe du CM par ZME.



Le graphique met en évidence une **disparité de genre** presque évidente à la tête des ménages au Burundi. Bien que les femmes soient minoritaires dans ce rôle, leur proportion varie considérablement d'une région à l'autre. Les "Hautes altitudes" semblent être la région avec la plus grande proportion de femmes chef de ménage dans le pays. L'état de ces proportions statistiques est essentiellement guidé par les facteurs socio-juridico-culturels du contexte national qui d'emblée attribuent presque automatiquement le rôle de chef de ménage à l'homme en cas de mariage. Les femmes se retrouvent dans le rôle de chef de ménage dans 75% des cas des ménages monoparentaux et seulement dans 23% des cas des ménages complets. Cependant il convient de souligner que dans la ZME de Buragane, 46% des femmes se retrouvent dans ce rôle en présence de l'homme, ce qui pourrait traduire un certain dynamisme socio-culturel important.

Vingt-cinq pourcent (25%) des ménages enquêtés sont dirigés par des femmes. Les enquêtes précédentes menées dans le cadre de l'analyse de la sécurité alimentaire et la vulnérabilité ont toujours conclu que ceteris paribus les ménages dirigés par les femmes étaient plus vulnérables à l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par les hommes. Cela pourrait aisément s'expliquer par le contexte burundais où dans un ménage l'homme est d'office chef de ménage (par le droit ou la coutume) et la femme n'est chef de ménage que quand elle est seule (veuve, divorcée, femme

jamais mariée). D'où la fragilité de ce type de ménage numériquement diminué sur le plan des personnes actives.

Table 2. Nombre moyen des membres du ménage par tranche d'âge.

ZME	Moins de 5ans	5-18 ans	19-35ans	36-60ans	Plus de 60 ans	Taille familiale moyenne
Buragane	0.8	2.2	1.2	1.0	0.2	5.5
Crête Congo-Nil	1.0	2.2	1.2	0.9	0.3	5.6
Dépressions de l'Est	1.2	1.9	1.2	0.8	0.2	5.3
Dépressions du nord	1.0	2.1	1.0	0.8	0.2	5.1
Hautes altitudes	0.7	1.8	1.1	0.9	0.4	4.9
Plaine de l'Imbo	0.9	2.4	1.3	0.9	0.3	5.8
Plateaux humides	0.8	1.8	1.0	0.9	0.3	4.8
Plateaux secs de l'Est	1.0	1.9	1.2	0.9	0.2	5.1
National	0.9	2.0	1.1	0.9	0.3	5.2

Le tableau dépeint une population burundaise majoritairement jeune, avec une forte proportion d'enfants et de jeunes adultes. Les familles sont en général nombreuses. Il existe des disparités régionales significatives, avec la Plaine de l'Imbo se distinguant par sa population particulièrement jeune et ses grandes familles. Ces données sont cruciales pour la planification de politiques publiques, notamment en matière d'éducation, de santé et de développement social.

Au niveau de la répartition par tranche d'âge des membres des familles, il faut noter que 16% sont des enfants de moins de 5 ans, 33% des enfants de 5 à 18 ans, 24% des adultes de 19 à 35 ans, 17% des adultes dans la tranche de 36 à 60 ans et 10% des adultes de plus de 60 ans.

La population est globalement très jeune, mais certaines zones comme les Dépressions de l'Est et la Plaine de l'Imbo se caractérisent par un fort potentiel de croissance démographique. Les Hautes altitudes, en revanche, ont une population légèrement plus âgée. Ces informations sont essentielles pour l'élaboration de politiques ciblées, notamment en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale, afin de répondre aux besoins spécifiques de chaque ZME.

II.1.2. Statut du chef de ménage

Le statut civil du chef de ménage est naturellement dominé par les mariés monogames (75%). Aussi il faut noter que 18% des chefs de ménages sont veufs/veuves. Les ZMEs de la plaine de l'Imbo, Plateaux Humides et Hautes Altitudes comptent légèrement plus de ménages tenus par des veuves ou veufs, plus d'un ménage sur cinq (20%) est dirigé par un(e) veuf(ve). Et il y a plus de polygames dans les 2 dépressions (Nord et Est).

Table 3. Statut matrimonial du chef de ménage par ZME

ZME	Statut civil du chef de ménage							
	Célibataire	Marié monogame	Marié polygame	Divorcé	Séparé	Veuf/veuve	Cohabitant	Orphelin Mineur
Buragane	0.0%	83.3%	1.0%	0.0%	0.0%	14.6%	0.0%	1.0%
Crête Congo-Nil	0.0%	77.8%	1.9%	1.3%	1.6%	16.9%	0.3%	0.3%
Dépressions de l'Est	1.3%	80.8%	3.1%	0.4%	3.1%	11.2%	0.0%	0.0%
Dépressions du nord	1.6%	71.4%	0.5%	1.0%	9.9%	15.6%	0.0%	0.0%
Hautes altitudes	3.1%	71.4%	0.0%	1.1%	1.1%	22.8%	0.6%	0.0%
Plaine de l'Imbo	0.4%	76.2%	2.1%	0.7%	3.5%	17.0%	0.0%	0.0%
Plateaux humides	2.6%	76.7%	0.5%	1.2%	2.2%	16.3%	0.3%	0.3%
Plateaux secs de l'Est	1.5%	77.9%	0.8%	0.4%	3.3%	15.7%	0.4%	0.0%
National	1.7%	76.5%	1.1%	0.9%	2.9%	16.6%	0.3%	0.1%

La structure familiale burundaise est fortement caractérisée par le mariage monogame, qui représente la grande majorité des ménages (76.5% au niveau national). D'autres formes d'union ou statuts civils sont également présents, mais dans une proportion bien moindre.

Le tableau met en évidence la monogamie comme fondement de la structure familiale au Burundi, bien que d'autres formes d'union et de statuts civils existent. Les disparités régionales sont notables, notamment en ce qui concerne la polygamie (plus présente à l'Est), la séparation (très marquée dans les Dépressions du nord), et le veuvage (particulièrement élevé dans les Hautes altitudes). Ces données sont essentielles pour comprendre la dynamique sociale et familiale dans les différentes zones du pays.

Table 4. Statut matrimonial Chef du ménage versus statut sécurité alimentaire

Situation de la sécurité alimentaire	Célibataire	Cohabitant	Divorcé	Marié monogame	Marié polygame	Orphelin Mineur	Séparé	Veuf/veuve	Ensemble
Sécurité alimentaire	22%	14%	4%	22%	24%	25%	10%	13%	20%
Sécurité alimentaire marginale	49%	14%	54%	52%	52%	25%	49%	48%	51%
Insécurité alimentaire modérée	24%	71%	33%	23%	21%	50%	35%	34%	25%
Insécurité alimentaire sévère	4%	0%	8%	3%	3%	0%	6%	6%	3%

Ce tableau croise le statut civil des chefs de ménage avec la situation de la sécurité alimentaire. Les pourcentages indiquent la répartition de chaque statut civil entre les différents niveaux de sécurité alimentaire.

Dans l'ensemble, la situation de la sécurité alimentaire au Burundi est préoccupante. La majorité de la population se trouve en situation de sécurité alimentaire marginale (51%), et l'insécurité alimentaire modérée et sévère touche respectivement 25% et 3% des ménages. Seuls 20% des ménages jouissent d'une pleine sécurité alimentaire.

Le statut civil du chef de ménage est un facteur déterminant de la sécurité alimentaire. Les ménages dirigés par des personnes seules (ménages monoparentaux) ou dans des situations de vulnérabilité sociale (divorcés, séparés, veufs/veuves, cohabitants et orphelins mineurs) sont significativement plus exposés à l'insécurité alimentaire que la moyenne. Cela souligne la nécessité de programmes d'aide ciblés vers ces catégories de population les plus vulnérables.

II.1.3. Déplacements des populations

Ce tableau analyse le phénomène de la migration des membres de ménages dans les différentes zones agro-écologiques (ZME) du Burundi sur les 12 derniers mois. Les pourcentages indiquent la proportion de ménages ayant connu un départ.

Tableau 5 : Migration des populations

Y a-t-il des membres du ménage qui ont quitté le foyer depuis les 12 derniers mois ?	NON	OUI	
ZME			
Buragane	93%	7%	Dans l'ensemble, la stabilité des ménages est très élevée. Au niveau national, seulement 9 % des ménages ont vu l'un de leurs membres quitter le foyer au cours de l'année écoulée, tandis que 91 % n'ont connu aucun départ. Cela suggère une faible mobilité de la population.
Crête Congo-Nil	94%	6%	
Dépressions de l'Est	93%	7%	
Dépressions du nord	95%	5%	
Hautes altitudes	90%	10%	
Plaine de l'Imbo	92%	8%	Bien que les ZME des Dépressions du nord (5 %) et de la Crête Congo-Nil (6 %) affichent les taux les plus bas de départs de ménage, ce qui pourrait indiquer une très forte stabilité des foyers dans ces régions et un éventuel baisse d'opportunités dans les traditionnelles destinations des migrations économiques; la cause majeure étant les perturbations des mouvement au niveau des frontières avec les pays voisins, notamment, pour la Crête Congo Nil, l'insécurité à l'Est de la RDC vers laquelle les populations de la zone ont tendance à migrer vers à cause des opportunités économiques perturbe ces migrations. Pour les dépressions du nord, les restrictions sécuritaires freinent les migrations vers les traditionnelles destinations.
Plateaux humides	88%	12%	
Plateaux secs de l'Est	89%	11%	
Grand Total	91%	9%	

Le tableau met en évidence une population burundaise majoritairement sédentaire, avec une grande stabilité des ménages. Cependant, il existe des variations régionales, avec certaines zones comme les Plateaux humides et les Plateaux secs de l'Est qui connaissent une mobilité légèrement plus importante. Cela pourrait s'expliquer par divers facteurs, tels que la recherche d'opportunités économiques (emploi, commerce) motivée par l'excédent de main d'œuvre et vers les zones

urbaines et l'Est du pays jusqu'en Tanzanie. Cette mobilité est un indicateur clé des dynamiques socio-économiques et des pressions sur les ressources dans différentes parties du pays.

II.2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages

II.2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire

La **CARI** est une approche utilisée pour agréger différents indicateurs de sécurité alimentaire en un seul indice afin de rendre compte de l'état global de la sécurité alimentaire d'une population. La **Console de la sécurité alimentaire** (ou **console CARI**) est le résultat final de la CARI. Elle présente les indicateurs de sécurité alimentaire dans un tableau récapitulatif et répartit le pourcentage de la population pour chaque indicateur en fonction d'un seuil spécifique. La console elle-même offre un aperçu clair et rapide des proportions des différents types de niveaux de sécurité alimentaire d'une population. La CARI évalue la disponibilité et l'accès à la nourriture en mesurant le **statut actuel** de la consommation des ménages. La CARI mesure la capacité d'un ménage à stabiliser sa consommation dans le temps en évaluant sa **capacité d'adaptation** à travers la vulnérabilité économique et les stratégies d'adaptation en matière de moyens de subsistance.

En fonction des indicateurs choisis, une formule spécifique est utilisée pour déterminer le résultat final de la sécurité alimentaire pour chaque ménage.

Voir les 2 combinaisons possibles des indicateurs clés proposées par CARI pour déterminer le statut de la sécurité alimentaire du ménage :

Tableau 6 : Indicateurs de sécurité alimentaire pris en compte pour la classification des ménages

Combinaison des indicateurs	Indicateurs de sécurité alimentaire				
	Statut actuel		Capacité d'adaptation		
	Score de Consommation Alimentaire (FCS)	Indice réduit des stratégies d'adaptation (rCSI)	Capacité économique à répondre aux besoins essentiels (ECMEN)	Part des dépenses alimentaires (FES)	Stratégies d'adaptation liées aux moyens de subsistance – sécurité alimentaire (LCS)
Combinaison 1	✓	✓	✓		✓
Combinaison 2	✓	✓		✓	✓
Description de l'indicateur	Mesures de la consommation alimentaire actuelle. Les ménages sont répartis en groupes en fonction de la variété et de la fréquence des aliments consommés.	Mesure l'adaptation à court terme pour satisfaire les besoins alimentaires de base. Les ménages reçoivent un score basé sur la fréquence de mise en œuvre de stratégies de survie réduites.	Mesure de la vulnérabilité économique. La valeur des dépenses des ménages comparée au panier de dépenses minimum.	Mesure de la vulnérabilité économique. Ménages répartis en fonction de leurs dépenses alimentaires par rapport à leurs dépenses totales.	Mesure la capacité à moyen et long terme pour la productivité future. Ménages classés selon la sévérité des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance mises en œuvre en raison du manque de nourriture.

Dans le cadre de cette analyse, les indicateurs disponibles ont permis de retenir la combinaison n° 2 avec le score de consommation alimentaire (SCA) et l'indice réduit des stratégies d'adaptation

alimentaire du ménage sont retenus comme proxy de la consommation alimentaire du ménage (*qui dans le meilleur des cas est estimé à travers l'enquête sur la couverture des besoins énergétiques*), la part des dépenses alimentaires a été utilisée comme un proxy d'estimation de la vulnérabilité économique du ménage (*pouvant au mieux s'estimer par le statut et seuil de pauvreté du ménage*) ainsi que le LCS basé sur les moyens de subsistance utilisé pour apprécier le degré d'épuisement des actifs dans le ménage.

L'algorithme construit à base de ces quatre indicateurs par l'approche CARI a conclu sur les statuts suivants ; 20% sont en sécurité alimentaire (SA), 51% en sécurité alimentaire marginale (SAM), 25% en insécurité alimentaire modérée (IAM) et 3% en insécurité alimentaire sévère (IAS). La classification se base sur le statut actuel de la sécurité alimentaire du ménage (indicateurs de consommation alimentaire) et sa *capacité de survie* (indicateurs de *vulnérabilité économique* et *d'épuisement des avoirs*).

Table 7. Statut de la sécurité alimentaire des ménages (Console CARI).

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire marginale (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire et l'Indice réduit des stratégies d'adaptation alimentaires	Acceptable 53%	 24%	Marginale 18%	Pauvre 5%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<50% 17%	50%-65% 20%	65%-75% 21%	>75% 41%
	Épuisement des actifs	Stratégies basées sur les moyens d'existence	Aucune 63%	Stress 18%	Crise 12%	Urgence 7%
Indice de sécurité alimentaire (ISA)			20%	51%	25%	3%
Population en 2025	12 332 788		2 466 558	6 289 722	3 083 197	369 984
Nombre de ménages	2 726 974		545 395	1 390 757	681 744	81 809

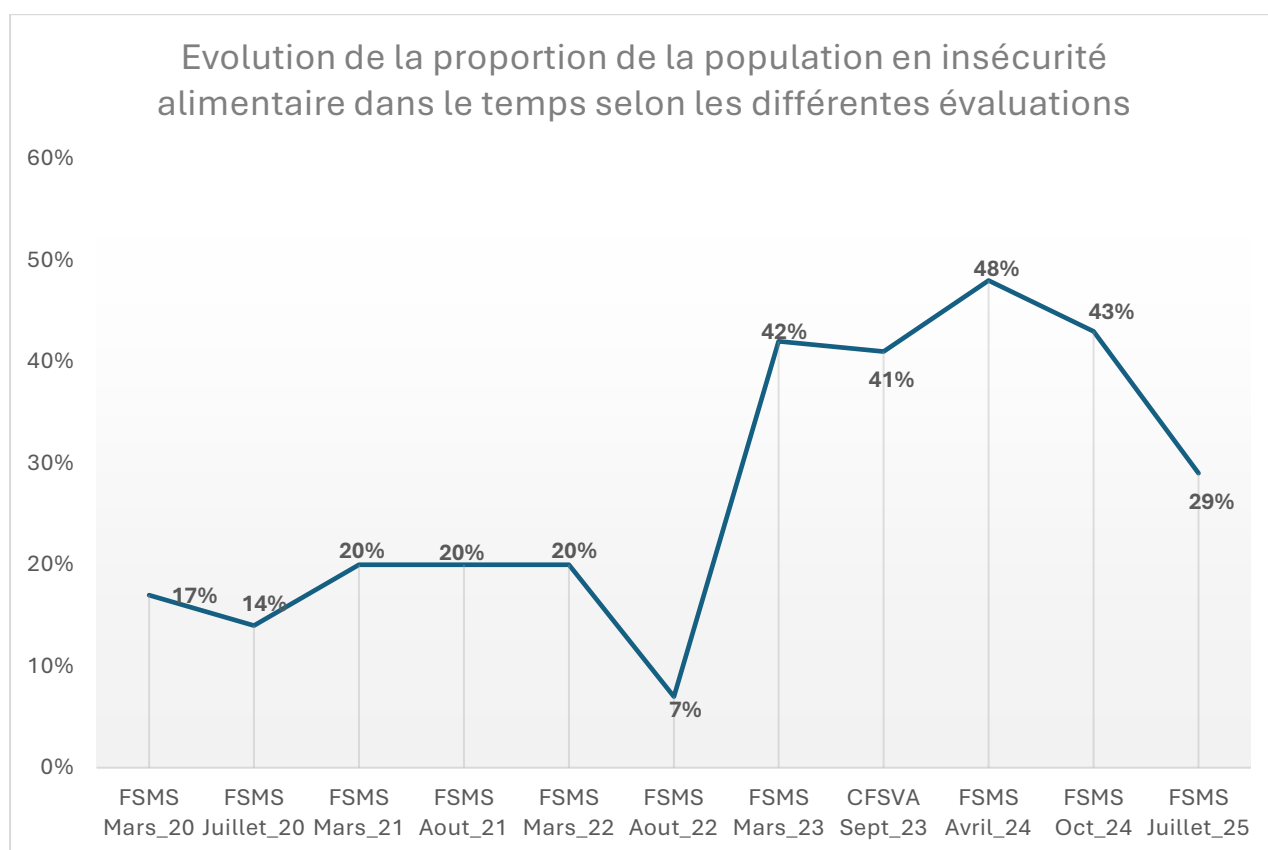
Eu égard des indicateurs du console CARI, près de 3 ménages sur 10 sont considérés en insécurité alimentaire (modérée et sévère) en cette période post récolte de la plus importante saison culturale B¹ « IMPESHI ».

La proportion des ménages en insécurité alimentaire a connu une forte augmentation. En juillet 2025, elle a atteint **28%**, soit une hausse significative de **21 points de pourcentage** par rapport aux **7%** enregistrés en juillet 2022 mais en baisse par rapport à 2023 et 2024. Plusieurs facteurs expliquent cette dégradation de la sécurité alimentaire sur une période de trois ans. Les causes sont souvent multiples et interconnectées, et peuvent inclure :

- **Changements climatiques** : Les phénomènes météorologiques extrêmes comme les sécheresses prolongées, les inondations ou les pluies diluviennes détruisent les récoltes, réduisent les rendements agricoles et entraînent une pénurie de produits alimentaires.
- **Instabilité économique** : Une inflation élevée fait augmenter les prix des denrées alimentaires, rendant l'accès à la nourriture plus difficile pour les ménages à faible revenu. D'autres facteurs comme la dévaluation de la monnaie et les manques à gagner sur les revenus causés notamment par le déficit et/ou perturbations en alimentation en énergie électrique ont également prévalu.
- **Maladies des cultures et du bétail** : Des épidémies affectant les cultures ou le bétail (par exemple, des ravageurs comme les chenilles légionnaire d'automne ou des maladies animales tel que la fièvre de la vallée du lift) ont causé d'importantes pertes de production.
- **Problèmes de gouvernance et de politiques agricoles** : Performance limitée des politiques agricoles/d'élevage, la perturbation dans l'approvisionnement en intrants, investissements insuffisants dans l'agriculture surtout dans les maillons de conservation et de transformation, la persistance des pertes post récoltes, les techniques de gestion conservatoire des eaux et du sol encore insuffisantes...constituent des freins supplémentaires à la sécurité alimentaire pour tous.

¹ La saison culturale B représente jusqu'à 55% des productions vivrières annuelles tandis que la saison A représente +/- 35% tandis que la petite saison C des marais compte pour 10 à 15%.

Figure 1 : Evolution de la population en insécurité alimentaire



Ce graphique, intitulé "Évolution de la proportion de la population en insécurité alimentaire dans le temps selon les différentes évaluations," montre les fluctuations du pourcentage de la population en situation d'insécurité alimentaire de mars 2020 à juillet 2025.

- Le graphique utilise des données provenant de différentes évaluations, principalement le **FSMS** (Food Security Monitoring System) et le **CFSVA** (Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis), indiquées sur l'axe des abscisses. La saisonnalité et les périodes différentes de collecte des données pourraient expliquer certains écarts annuels, mais restent insuffisants pour justifier totalement les changements aussi drastiques.
- Les données révèlent une tendance préoccupante à long terme : malgré la baisse récente, le niveau d'insécurité alimentaire en juillet 2025 (**29 %**) est toujours bien supérieur aux niveaux de la période de 2020-2022 (**≈16 %**).
- Le pic d'avril 2024, où près de la moitié (**48 %**) de la population était en insécurité alimentaire, met en évidence une période de crise grave ayant nécessité une attention et des interventions urgentes.

La distribution spatiale de l'insécurité alimentaire montre que les zones de « Dépression de l'Est » est la plus affectée avec trois ménages sur dix en insécurité alimentaire (26%) mais par contre l'insécurité alimentaire sévère affecte particulièrement la zone Crête Congo Nil (10%). Par rapport à 2018, les zones de Crête Congo Nil, Dépressions de l'Est, Hautes Altitudes et Buragane connaissent le plus d'amélioration (-15%) de la situation de la sécurité alimentaire tandis que la

Plaine de l'Imbo et la zone des dépressions du Nord restent dans une situation d'insécurité alimentaire aigue stable et persistante.

Table 8. Distribution spatiale de l'insécurité alimentaire – Juillet 2025.

ZME	Securite alimentaire	Securite alimentaire marginale	Insecurite alimentaire moderee	Insecurite alimentaire moderee	Insecurite alimentaire globale
Buragane	51%	45%	4%	0%	4%
Crête Congo-Nil	7%	55%	36%	2%	38%
Dépressions de l'Est	13%	48%	28%	11%	39%
Dépressions du nord	15%	63%	20%	2%	22%
Hautes altitudes	22%	53%	23%	2%	25%
Plaine de l'Imbo	22%	56%	21%	1%	22%
Plateaux humides	26%	49%	24%	2%	26%
Plateaux secs de l'Est	16%	46%	31%	7%	38%
National	20%	51%	25%	3%	29%

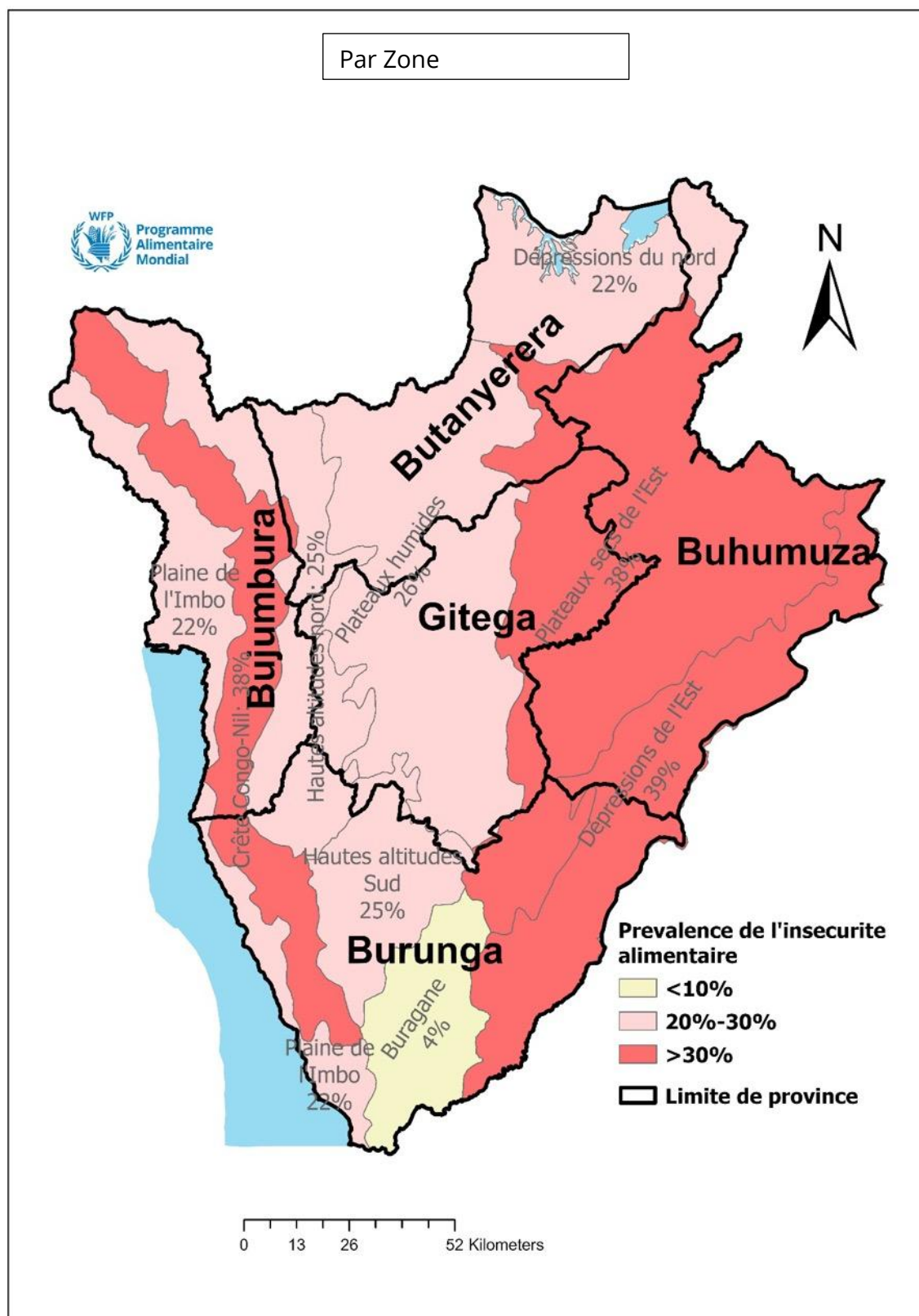
L'insécurité alimentaire est considérable dans 7 des 8 ZMEs avec plus 1 ménages sur 5 à l'exception de la ZME de Buragane avec seulement 4 ménages sur cent en insécurité alimentaire.

- **Les zones particulièrement vulnérables :**
 - Les ZMEs de « **Dépressions de l'Est** » (plus grande partie de la nouvelle province de Buhumaza), de « **Crête Congo-Nil** » (principalement dans la nouvelle province de Bujumbura) et des « **Plateaux secs de l'Est** » présentent les taux d'insécurité alimentaire globale les plus élevés **38- 39%**. C'est dans ces zones que la proportion de personnes en insécurité alimentaire est la plus forte.
 - La ZME des **Dépressions de l'Est** se distinguent par le plus haut taux d'insécurité alimentaire **sévère**, soit **11%**.
- **Les zones les moins vulnérables :**
 - La ZME de **Buragane** est clairement la zone la moins vulnérable en termes de sécurité alimentaire. Elle a le plus haut taux de sécurité alimentaire (**51%**) et le plus faible taux d'insécurité alimentaire globale (**4%**).

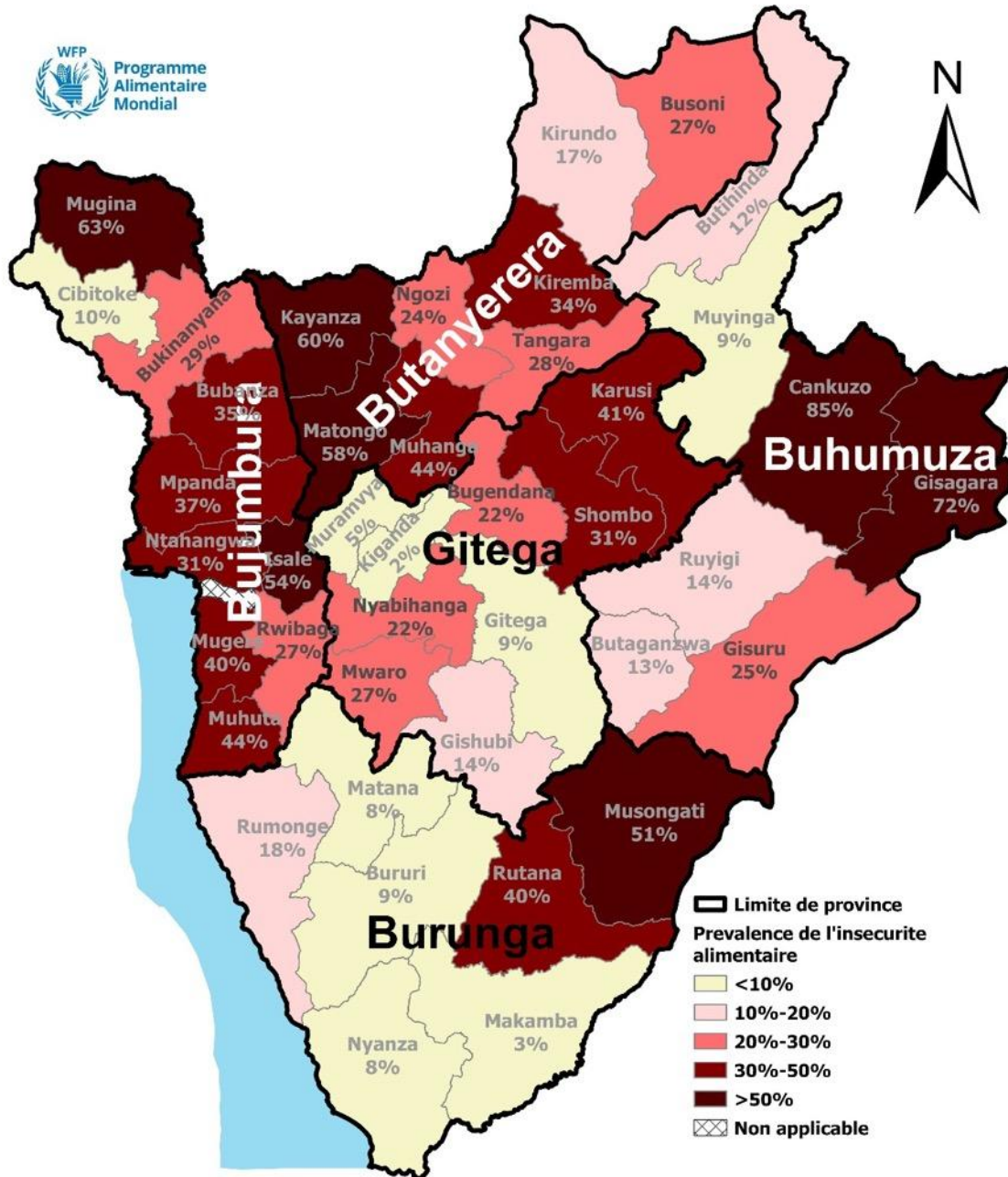
Conclusions Clés

- Peu de ménages, se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire stable, seulement 20% au niveau national et moins dans 4 ZMEs.
- Les **Dépressions de l'Est**, les **Crêtes Congo-Nil** et les **Plateaux secs de l'Est** méritent une attention particulière en raison de leurs taux élevés d'insécurité alimentaire en cette période sans oublier certaines poches (ex. localités sous pression de l'afflux récents des populations).
- Le **Buragane** montre une certaine stabilité dans le temps liée certainement à une meilleure résilience relative (besoin d'explorer la possibilité de servir de modèle aux autres).

Figure 2. Carte de distribution spatiale de l'insécurité alimentaire (Proportion en % des ménages en Insécurité alimentaire = sévère + modérée) – FSMS Juillet 2025



Par Commune



0 13 26 52 Kilometers

Provinces les plus touchées

Les données révèlent des disparités significatives entre les nouvelles provinces.

- **Buhumuza** présente un taux d'insécurité alimentaire très élevé, avec la commune de **Cankuzo** atteignant **85%** et **Gisagara** **72%**.
- **Butanyerera** est également fortement touchée, avec les communes de **Kayanza** à **60%** et **Matongo** à **58%**.
- **Bujumbura** a aussi des zones à forte insécurité, notamment **Mugina** avec **63%** et **Isale** avec **54%**.

Provinces et communes les moins touchées

Certaines provinces et communes affichent des taux d'insécurité alimentaire relativement bas.

La province de **Gitega** a plusieurs communes avec des taux très faibles, comme **Kiganda** (**2%**) et **Muramvya** (**5%**).

- Dans la province de **Burunga**, les communes de **Makamba** (**3%**) et **Matana** (**8%**) sont les moins touchées.
- **Butanyerera** a également des communes avec des taux bas, comme **Kirundo** (**17%**).

Observations générales

La carte illustre que l'insécurité alimentaire n'est pas répartie uniformément à travers le pays. Même au sein d'une même province, on peut observer des écarts considérables en raison de l'hétérogénéité au sein des provinces qui ont connu une forte agrégation avec le nouveau découpage administratif. Par exemple, à Bujumbura, le taux varie de **10%** à **63%**. Ces variations indiquent que les facteurs d'insécurité alimentaire sont souvent localisés et dépendent des conditions socio-économiques et environnementales spécifiques à chaque commune.

II.2.2. Consommation alimentaire des ménages

a) Fréquence de repas

Tenant compte que les aliments consommés à l'extérieur du ménage ne doivent être comptabilisés que si 50 % ou plus (la moitié ou plus) du ménage les a consommés.

La fréquence moyenne des repas par jour est de 2 aussi bien pour les enfants que pour les adultes et pratiquement dans toutes les ZMEs.

Au-delà de cette moyenne qui paraîtrait normale, des disparités existent entre les différentes zones de moyens d'existence et ainsi, dans l'ensemble, à la veille de l'enquête 8% des ménages avaient pris un seul repas au plus, 77% deux repas tandis que 15% avaient pris jusqu'à 3 repas et plus. Il faut signaler que 3% des ménages enquêtés n'avaient même pas pris de repas la veille de l'enquête.

Table 9. Nombre de repas pris par les ménages par jour – Juillet 2025.

ZME	Proportion des menages par nombre de repas pris par jour					
	0	1	2	3	4	5
Buragane	0.0%	0.0%	69.8%	30.2%	0.0%	0.0%
Crête Congo-Nil	0.0%	6.6%	81.6%	11.9%	0.0%	0.0%
Dépressions de l'Est	14.3%	2.2%	63.4%	19.6%	0.4%	0.0%
Dépressions du nord	0.0%	6.8%	85.9%	6.8%	0.5%	0.0%
Hautes altitudes	0.3%	4.7%	72.2%	22.8%	0.0%	0.0%
Plaine de l'Imbo	0.0%	8.5%	73.8%	17.7%	0.0%	0.0%
Plateaux humides	0.1%	5.3%	82.8%	11.6%	0.0%	0.1%
Plateaux secs de l'Est	9.4%	2.3%	75.4%	12.9%	0.0%	0.0%
National	2.9%	4.8%	77.2%	15.0%	0.1%	0.0%

Tableau 10. Fréquence de consommation des groupes d'aliments

ZME	Nombre de jours de consommation sur les 7 derniers jours						
	Céréales	Légumineuses	Lait	Viandes et poissons	Légumes et feuilles	Fruits	Huiles
Buragane	4	6	0	2	4	3	7
Crête Congo-Nil	3	5	0	2	4	1	6
Dépressions de l'Est	3	4	0	1	4	2	5
Dépressions du nord	5	6	0	1	6	3	6
Hautes altitudes	4	6	2	1	5	1	6
Plaine de l'Imbo	4	5	0	2	5	1	6
Plateaux humides	4	6	0	2	5	2	6
Plateaux secs de l'Est	4	5	0	2	5	3	6
National	4	6	0	2	5	2	6

Ce tableau présente la fréquence de consommation de divers groupes d'aliments sur une période de 7 jours précédant l'enquête, pour différentes zones de moyens d'existence (ZME) au Burundi, ainsi que pour le niveau national. L'analyse révèle des tendances importantes concernant le régime alimentaire et la nutrition dans ces régions.

Les aliments les plus consommés

Légumineuses et huiles sont consommées fréquemment dans presque toutes les ZME. Les légumineuses sont consommées **6 jours sur 7** au niveau national, et **les huiles 6 jours sur 7** également. Cela suggère qu'elles constituent des piliers de l'alimentation burundaise, en raison de leur disponibilité et de leur rôle essentiel dans la cuisine locale.

Les **légumes et feuilles** sont également consommés très souvent, avec une moyenne nationale de **5 jours sur 7**, et jusqu'à 6 jours sur 7 dans la ZME des Dépressions du nord.

Les **céréales**, quant à eux, sont consommés, en moyenne, **4 jours sur 7** au niveau national.

Les aliments les moins consommés

Le **lait** est l'aliment le **moins consommé**. Le tableau indique un taux de consommation de **0 jour sur 7** pour la majorité des ZME, avec une exception pour les **Hautes altitudes** où il est consommé **2 jours sur 7**. L'absence de consommation de lait est un point crucial qui pourrait avoir des implications pour la nutrition, notamment en ce qui concerne l'apport en calcium et en protéines animales.

Les **viandes et poissons** sont consommés de manière très sporadique, avec une moyenne nationale de **2 jours sur 7**.

Les **fruits** sont également peu consommés, la moyenne nationale étant de **2 jours sur 7**, et n'atteignant qu'1 jour sur 7 dans plusieurs ZME comme la Plaine de l'Imbo et la Crête Congo-Nil. Il est également à prendre en compte que les fruits sont souvent pris comme collation hors repas pendant que les membres du ménage sont dehors et dans certains cas pour compenser un repas raté.

Variabilité régionale

Bien que des tendances nationales se dégagent, il existe des variations régionales :

La ZME des **Dépressions du nord (couvrant la majeure partie de l'ancienne province de Kirundo)** se distingue par une **consommation plus élevée de céréales (5 jours)** et de **légumes et feuilles (6 jours)**. La production du maïs dans la zone a été, particulièrement, plus importante, cette année que dans les autres zones.

Les **Hautes altitudes sont les seules (les anciennes provinces de Bururi et Mwaro)** à consommer du **lait**, même si c'est de manière limitée (2 jours). C'est une zone d'élevage des vaches laitières.

La ZME des **Dépressions de l'Est (la partie Est des anciennes provinces de Rutana et Ruyigi)** a la **consommation la plus faible de viandes et poissons (1 jour)** et de **fruits (2 jours)**. À contrario, dans la zone Est, le petit élevage (basse-cour, caprins, porcins, etc.) est bien développé, et les habitudes alimentaires y favorisent la consommation de protéines, y compris celles issues de la cueillette, comme les criquets et les termites (appelés *iswa*).

Conclusions

Ce tableau met en évidence un **régime alimentaire** burundais qui est fortement **basé sur les légumineuses, les céréales et les légumes-feuilles**. Cependant, il montre une consommation très faible de lait, de viandes et poissons, et de fruits pour période post-récoltes jugée relativement favorable à la diversité alimentaire. Cela soulève des préoccupations potentielles en matière de carences nutritionnelles, notamment en protéines, en vitamines et en minéraux essentiels, qui sont souvent abondants dans ces groupes d'aliments sous-consommés. Des programmes visant à améliorer l'accès et la sensibilisation sur la consommation de ces aliments pourraient être bénéfiques pour la santé publique au Burundi.

Table 5. Source de quelques aliments consommés

CÉRÉALES ET TUBERCULES	Buragane	Crête Congo-Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Autoproduction	96%	51%	73%	61%	79%	47%	82%	81%	72%
Achat en cash	3%	48%	25%	36%	19%	50%	15%	17%	26%
Dons de nourriture (parents, amis)	0%	0%	0%	0%	0%	1%	1%	1%	1%
Echanges contre travail	0%	0%	0%	2%	1%	0%	1%	0%	0%
Assistance alimentaire (WFP et bienfaiteurs)	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
LÉGUMINEUSES	Buragane	Crête Congo-Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Autoproduction	97%	54%	77%	82%	89%	51%	92%	88%	80%
Achat en cash	3%	44%	22%	16%	10%	46%	6%	11%	18%
Dons de nourriture (parents, amis)	0%	0%	1%	1%	1%	1%	1%	0%	1%
Echanges contre travail	0%	0%	0%	1%	0%	0%	1%	0%	0%
Assistance alimentaire (WFP et bienfaiteurs)	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
LAIT	Buragane	Crête Congo-Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Autoproduction	0%	14%	50%	0%	81%	25%	45%	32%	54%
Achat en cash	100%	86%	50%	100%	10%	75%	51%	68%	41%
Dons de nourriture (parents, amis)	0%	0%	0%	0%	9%	0%	2%	0%	4%
Echanges contre travail	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Assistance alimentaire (WFP et bienfaiteurs)	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
VIANDES ET POISSONS	Buragane	Crête Congo-Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Autoproduction	1%	5%	1%	13%	3%	2%	3%	2%	3%
Achat en cash	96%	94%	95%	84%	93%	95%	96%	96%	95%
Dons de nourriture (parents, amis)	1%	1%	2%	1%	2%	1%	0%	0%	1%
Pêche/Chasse/Cueillette/vols	1%	0%	0%	3%	0%	1%	0%	0%	0%
Assistance alimentaire (WFP et bienfaiteurs)	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
LÉGUMES ET FEUILLES	Buragane	Crête Congo-Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Autoproduction	38%	44%	39%	32%	49%	37%	60%	45%	47%
Achat en cash	60%	55%	58%	65%	48%	60%	37%	53%	51%
Dons de nourriture (parents, amis)	1%	0%	1%	0%	1%	0%	2%	0%	1%
Echanges contre travail	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Assistance alimentaire (WFP et bienfaiteurs)	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Aperçu régional :

Céréales et Tubercules

L'**autoproduction** domine dans la plupart des régions, notamment dans les zones des **Hautes altitudes (79 %)** et dans les **Dépressions de l'Est (73 %)**. Les **achats en espèces** sont les plus élevés dans les **Plateaux secs de l'Est (81 %)** et la **Plaine de l'Imbo (52 %)**, ce qui indique une plus faible autosuffisance.

Légumineuses

Les **Dépressions du Nord (82 %)** et les **Dépressions de l'Est (77 %)** affichent une **forte dépendance** à l'**autoproduction**. Buragane et la Crête Congo-Nil affichent des taux d'autoproduction plus faibles (37 % et 40 %), ce qui suggère une plus grande dépendance à d'autres sources.

Autres catégories

Les dons, les échanges et l'aide alimentaire sont systématiquement de 0 % dans toutes les régions et catégories, ce qui indique un soutien extérieur minimal ou un partage informel de nourriture.

Conclusion

L'autoproduction est la principale source de nourriture des principaux aliments de base de la population burundaise qui sont pour les **céréales**, les **tubercules et racines** et les **légumineuses** dans la plupart des régions, en particulier dans les zones de haute altitude et des 2 dépressions.

Les achats en espèces sont importants dans des régions comme la Crête Congo Nil et la Plaine de l'Imbo, probablement en raison de l'urbanisation ou d'une capacité agricole limitée. Aucune région ne fait état d'une dépendance aux dons alimentaires, aux bourses de travail ou à l'aide, ce qui peut refléter des limites aux données ou l'absence de tels systèmes de soutien. Evidemment l'enquête a été réalisée en période post récoltes pendant laquelle la dépendance au marché est relativement faible pour un contexte d'agriculture de subsistance.

Bien que nous soyons dans un contexte d'agriculture de subsistance, l'enquête montre que le marché reste une source importante même pour les cultures de la saison dont le haricot et les céréales pour lesquelles respectivement 18% et 26% des ménages ont déclaré le marché comme source de ces consommations et en période post récoltes.

Ces données peuvent éclairer les stratégies de sécurité alimentaire, en mettant en évidence les domaines où le soutien agricole ou l'amélioration de l'accès aux marchés sont les plus nécessaires.

b) Score de consommation alimentaire

Le score de consommation alimentaire des ménages (SCA) est utilisé comme proxy (indirect) pour la sécurité alimentaire des ménages. Les indicateurs de la consommation alimentaires sont conçus pour refléter la quantité et la qualité du régime des individus. Le SCA mesure la **diversité** alimentaire, la **fréquence** de consommation et l'**importance nutritionnelle** relative des aliments consommés. Un score élevé signifie que la probabilité que le ménage reçoive les nutriments appropriés augmente.

Le SCA est utilisé pour classer les ménages en trois groupes ; Consommation alimentaire **pauvre, limite** et **acceptable**. Les groupes de consommation alimentaire regroupent les ménages qui ont un profil similaire en termes de régime alimentaire et d'accès à la nourriture.

Consommation alimentaire pauvre (0-21): Ménages qui ne consomment **pas d'aliments de base et de légumes** tous les jours et qui ne consomment **jamais ou que très rarement** des aliments riches en **protéines** comme la **viande ou le lait**.

Consommation alimentaire limite ou marginale (21-35) : Ménages qui consomment des **aliments de base et des légumes tous les jours**, accompagnés d'**huile et de légumineuses/ quelques fois par semaine**.

Consommation alimentaire acceptable (Pus de 35) : Ménages qui consomment des **aliments de base et des légumes tous les jours, fréquemment** accompagnés d'**huile, de légumineuses** et **occasionnellement** de **viande, poisson et produits laitiers**.

Le Score de Consommation Alimentaire est fortement corrélé à d'autres indicateurs de sécurité alimentaire, notamment le score de diversité alimentaire des ménages (SDAM), l'indice de stratégies d'adaptation réduites (rCSI) et l'apport en vitamine A, en protéines et en fer héminique.

Le score de consommation alimentaire moyen de 47 au niveau national est largement au-delà du seuil acceptable. Pour rappel, le SCA moyen était de 49 avec le FSMS de juillet 2022.

Le score de consommation alimentaire le plus grand est enregistré dans la ZME de Buragane càd 53 pendant que le SCA le plus faible est enregistré dans la ZME de « Dépression de l'Est » à 37.

Tableau 11. Proportion des ménages par SCA et par ZME

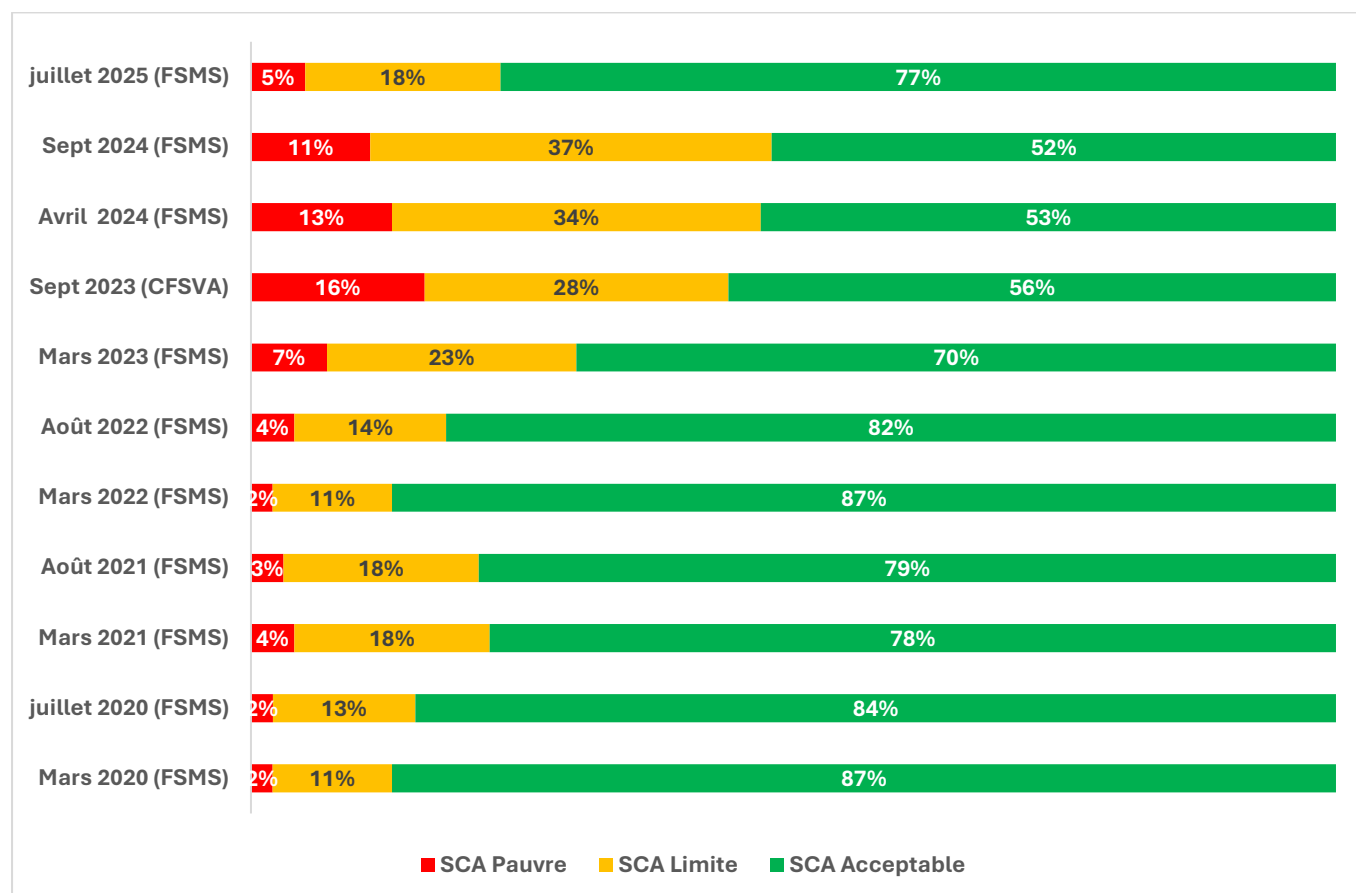
ZME	SCA Pauvre	SCA Marginal	SCA Acceptable
Buragane	0%	4%	96%
Crête Congo Nil	2%	21%	77%
Depressions de l'Est	17%	26%	58%
Depressions du Nord	1%	13%	86%
Hautes Altitudes	2%	17%	81%
Plaine de l'Imbo	1%	17%	82%
Plateaux Humides	3%	19%	78%
Plateaux Secs de l'Est	10%	18%	71%
National	5%	18%	77%

En se basant sur les données du tableau ci-dessus, on peut tirer les conclusions suivantes :

1. **Les Dépressions de l'Est sont la zone la plus vulnérable** : Cette ZME est la plus touchée par l'insécurité alimentaire, avec des pourcentages élevés dans les catégories "SCA Pauvre" et "SCA Marginal". Des interventions ciblées pourraient y être nécessaires pour améliorer la situation.
2. **Buragane est la zone la plus résiliente** : Avec 96% de SCA Acceptable et 0% de SCA Pauvre, Buragane montre une forte résilience face aux problèmes de sécurité alimentaire. Les résultats actuels renforcent la constance d'une bonne consommation alimentaire telle que mise en évidence par les enquêtes ; cas de succès à étudier pour être éventuellement profitable aux autres.
3. **Il existe des disparités importantes entre les régions** : La situation de la sécurité alimentaire est loin d'être uniforme à travers le pays. La différence entre les extrêmes (Buragane à 96% de SCA Acceptable et les Dépressions de l'Est à 58%) est significative.
4. **La majorité de la population a une sécurité alimentaire acceptable** : Au niveau national, 77% de la population se trouve en situation de SCA Acceptable, ce qui est une donnée positive. Cependant, les 23% restants (SCA Pauvre et Marginal) représentent une

part importante de la population qui pourrait nécessiter une éventuelle assistance alimentaire.

Figure 3. Evolution des SCA dans le temps (2020 à 2025)



Analyse de l'évolution

De mars 2020 à août 2022, la situation est relativement stable. La proportion de **SCA Acceptable** reste élevée, oscillant entre 79% et 87%, tandis que la **SCA Pauvre** reste faible (2% à 4%).

Cependant, on observe une **détérioration significative** de la sécurité alimentaire à partir de septembre 2023.

- La proportion de **SCA Pauvre** passe de 4% en août 2022 à **16%** en septembre 2023.
- Le **SCA Limite** augmente également, passant de 14% en août 2022 à **28%** en septembre 2023.
- En conséquence, la proportion de **SCA Acceptable** chute de 82% à **56%**.

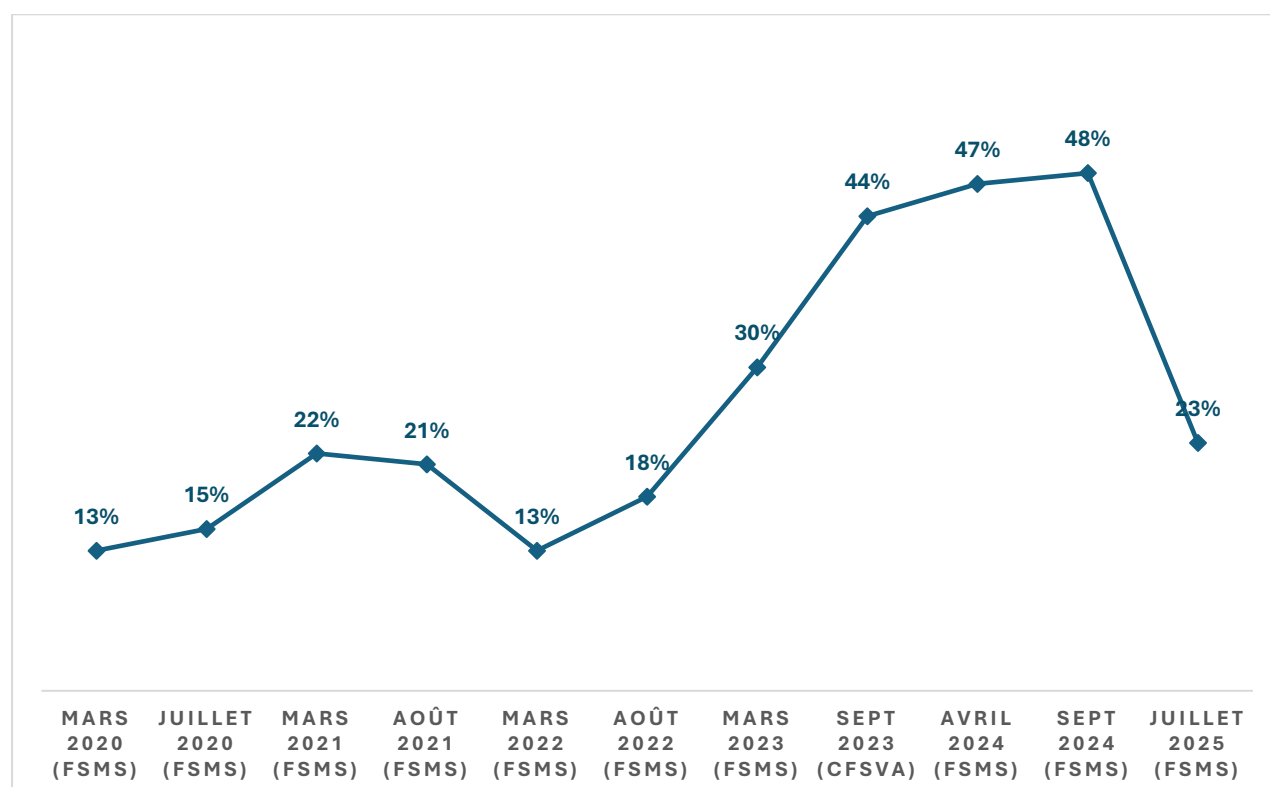
Cette dégradation se maintient en avril 2024 et en septembre 2024, où près de la moitié de la population est en situation de précarité alimentaire (SCA Pauvre + SCA Limite). La situation ne montre qu'une légère amélioration en juillet 2025, avec 77% de **SCA Acceptable** et une baisse du **SCA Pauvre** à 5%, tout en restant plus fragile qu'au début de la période étudiée.

Causes de la situation

La détérioration soudaine de la sécurité alimentaire, particulièrement visible entre août 2022 et septembre 2023, peut être attribuée à plusieurs facteurs souvent interdépendants :

1. **Changement climatique et événements météorologiques extrêmes** : Le déficit hydrique, les inondations ou d'autres aléas climatiques qui ont détruit les récoltes, ont réduit les rendements agricoles et ont perturbé l'accès à l'eau et à la nourriture, affectant directement la production agricole. Les chocs climatiques causent d'importants déplacements des populations des zones affectées rendant particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire, les populations de zones touchées et faiblement résilientes.
2. **Conjoncture économique peu favorable** : Des facteurs tels que l'inflation (en particulier l'augmentation des prix des denrées alimentaires), la dévaluation de la monnaie ont réduit le pouvoir d'achat des ménages. Les familles n'étaient plus en mesure d'acheter suffisamment de nourriture, même si elle est disponible sur les marchés.
3. **Les maladies et épidémies** : Les maladies des personnes (paludisme, etc) et du bétail (Fièvre de la vallée du Rift) ont affaibli les populations, réduisant leur capacité à travailler la terre ou à subvenir à leurs besoins. Ces crises sanitaires ont également perturbé les marchés et les activités économiques.
4. **Contexte de crise mondiale** : Les chocs sur les marchés internationaux, comme la hausse des prix des engrais ou les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment à la suite de la crise russo-ukrainienne ont eu un impact significatif sur la sécurité alimentaire locale.

Figure 4. Evolution des proportion des ménages avec un SCA pauvre à limite dans le temps (2020 à 2025)



II.2.3. La diversité alimentaire dans la consommation des ménages

a. Diversité alimentaire

Pour mieux refléter un régime alimentaire de qualité, le nombre de différents groupes alimentaires consommés est plus significatif que le nombre des différents aliments consommés. C'est un indicateur plus significatif que de savoir que le ménage consomme des aliments différents mais provenant d'un même groupe (ex. différentes céréales).

Il existe différentes approches d'apprécier la diversité alimentaire tant sur la période de rappel (7 jours dans certains cas et 24 heures dans d'autres) que le nombre de groupes (7 dans certains cas, 12 dans d'autres et voire 16 parfois).

Actuellement le PAM et la FAO applique le modèle du Score de Diversité Alimentaire du Ménage (SDAM) selon la méthodologie développée par le projet FANTA (Food And Nutrition Technical Assistance) sur une période de rappel de 24 heures et pour 12 groupes d'aliments : les céréales, les tubercules, les légumineuses, les fruits, les viandes, les œufs, les poissons, les légumes et feuilles, le lait, l'huile, le sucre & sucreries et condiments).

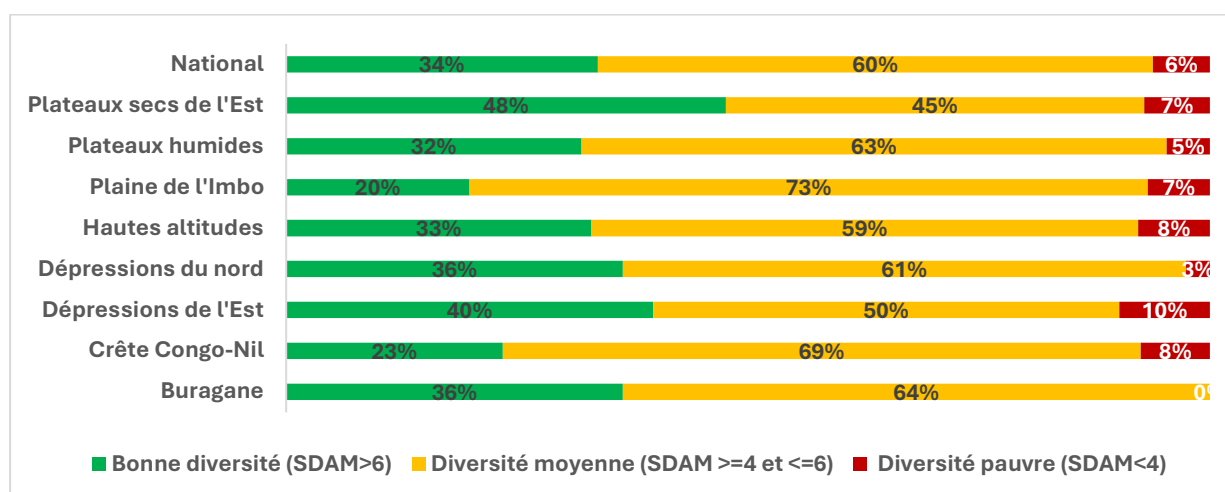
Pour considérer un **score de diversité alimentaire des ménages (SDAM)** comme bon, il faut se référer à l'échelle standard de classification. Le SDAM est un indicateur de la qualité du régime alimentaire d'un ménage, mesurant le nombre de groupes d'aliments différents consommés au cours d'une période donnée, généralement 24 heures.

Un bon SDAM est un score élevé qui reflète une consommation variée d'aliments issus de plusieurs groupes. Selon la classification standard du **SDAM**, on peut considérer :

- **SDAM bon** : Un score supérieur à 6. Cela indique que le ménage consomme des aliments d'au moins 7 groupes alimentaires différents, ce qui est généralement synonyme d'un régime alimentaire sain et diversifié, avec un apport suffisant en macro et micro-nutriments.
- **SDAM moyen** : Un score compris entre 4 et 6. Ce niveau montre un régime alimentaire qui pourrait être amélioré. Le ménage consomme une variété d'aliments, mais pourrait être à risque de carences en certains nutriments.
- **SDAM pauvre** : Un score inférieur à 4. Cela signifie que le ménage ne consomme qu'une variété très limitée d'aliments, souvent uniquement des céréales et des tubercules. C'est un indicateur d'une faible sécurité alimentaire et d'un risque élevé de malnutrition.

En résumé, un SDAM peut être considéré comme bon pour un ménage s'il est **supérieur à 6**. Un tel score est le signe d'un régime alimentaire diversifié et de qualité, essentiel pour une bonne santé et une nutrition adéquate. Ainsi avec les résultats de l'actuel FSMS, le SDAM moyen au niveau national est de 6 considéré comme une diversité moyenne (>4 et <6), la plus faible SDAM est observé dans la zone de la plaine de l'Imbo (ouest) avec un SDAM de 5, dans toutes les autres zones le SDAM moyen reste de 6.

Figure 5. Diversité alimentaire par Zones de Moyens d'Existence (ZME)



Au-delà du score de diversité alimentaire moyen, il faut noter que 34% des ménages ont une bonne diversité alimentaire, 60% ont une diversité moyenne tandis que 6% ont consommé un régime alimentaire pauvre ou faiblement diversifié.

Au niveau des huit zones de moyens d'existence, les résultats montrent que 2 ménages sur 5 (40%) dans la ZME des « dépressions de l'Est » ont un score de diversité alimentaire faible.

b. Aliments riches en nutriments (ou FCS-N)

Au niveau de la consommation des nutriments, la présente analyse a surtout mis en évidence la consommation des aliments riches en protéines, en fer héminique et en vitamine A :

Tableau 12. Tableau sur la consommation des nutriments

ZME	Proportion de consommation des aliments riches en protéines, en vitamine A et en Fer								
	Catégories aliments riches en Protéines			Categories aliments riches en vitamines A			Categorie aliments riches en fer héminique		
Fréquence consommation	Jamais	Parfois	Tous les jours	Jamais	Parfois	Tous les	Jamais	Parfois	Tous les jours
Buragane	0%	10%	90%	5%	58%	36%	19%	75%	6%
Crête Congo-Nil	1%	33%	67%	4%	78%	18%	34%	58%	8%
Dépressions de l'Est	5%	45%	50%	10%	78%	12%	48%	50%	3%
Dépressions du nord	0%	31%	69%	6%	65%	30%	59%	31%	10%
Hautes altitudes	0%	24%	76%	6%	56%	38%	52%	46%	1%
Plaine de l'Imbo	0%	32%	67%	3%	63%	34%	42%	52%	6%
Plateaux humides	1%	22%	77%	6%	66%	29%	54%	39%	6%
Plateaux secs de l'Est	5%	25%	70%	5%	76%	19%	41%	51%	8%
National	2%	27%	71%	5%	68%	27%	47%	47%	6%

En analysant le tableau, on peut tirer plusieurs conclusions sur la consommation d'aliments riches en protéines, en vitamine A et en fer dans les différentes zones du pays. Voici une synthèse des observations principales.

Consommation de protéines

La consommation d'aliments riches en protéines (légumineuses, produits laitiers, viande, abats, poisson et œufs) est **très fréquente** dans l'ensemble du pays. Ici ce sont surtout **les légumineuses (haricot)** qui sont les plus consommés (**6 jours sur 7**).

- En moyenne nationale, **71%** de la population en consomme **tous les jours**.
- Certaines zones, comme le **Buragane** (90%), les **Hautes altitudes** (76%) et les **Plateaux humides** (77%), ont une consommation quotidienne particulièrement élevée.
- La consommation est moins fréquente dans la zone des **Dépressions de l'Est**, où seulement 50% des habitants en mangent tous les jours, et 5% n'en consomment **jamais**.

Consommation de vitamine A

La consommation d'aliments riches en vitamine A (produits laitiers, abats, œufs, fruits et légumes à chair orange, légumes à feuilles vertes) est **moins fréquente** que celle des protéines. Dans ce groupe, il faut signaler que ce sont surtout les légumes à feuilles vertes foncées qui sont les plus consommées par les ménages burundais (4 jours sur 7)).

- Au niveau national, seulement **27%** de la population en consomme **tous les jours**, tandis que **68%** en consomme **parfois**.
- La consommation quotidienne la plus élevée se trouve dans la zone du **Buragane** (36%) et des **Hautes altitudes** (38%).
- La consommation la plus faible est observée dans les **Dépressions de l'Est** et la **Crête Congo-Nil**, où seulement 12% et 18% des habitants, respectivement, en consomment tous les jours.

Consommation de fer héminique

La consommation de fer héminique, qui se trouve dans les produits animaux (viande de chair, abats, poisson), est la **moins fréquente** des trois catégories. Le petit poisson séché (Ndagala) est le plus consommé dans ce groupe (3 jours sur 7).

- Seulement **6%** de la population nationale en consomme **tous les jours**, tandis que **47%** n'en consomme **jamais**.
- La consommation quotidienne est extrêmement faible dans toutes les zones, n'excédant jamais 10%.
- Les zones des **Dépressions du nord** (59%), des **Plateaux humides** (54%) et des **Hautes altitudes** (52%) présentent les pourcentages les plus élevés de personnes qui n'en consomment **jamais**.

En définitif, le tableau révèle une **forte disparité** dans la consommation des nutriments essentiels. Alors que les protéines sont largement consommées au quotidien, la consommation de vitamine A est plus sporadique et celle de fer héminique est très faible et peu fréquente. Ces

données mettent en évidence des **carences nutritionnelles** dans certaines régions, notamment en vitamine A et en fer, qui pourraient avoir des implications sur la santé publique.

II.2.4. Perception de l'indice de la faim (HHI) dans les ménages

Développé pour la première fois en 2006 par le Projet d'Assistance Technique en matière d'Aliments et de Nutrition (FANTA), le Household Hunger Index (HHI) est basée sur l'idée de l'expérience de la privation alimentaire dans un ménage. L'outil utilisé par le HHI se compose de neuf questions sur les événements et neuf questions sur la fréquence des événements. Les questions posées portent sur les événements demandent si oui ou non une condition spécifique associée à l'expérience d'insécurité alimentaire n'a jamais eu lieu au cours des 30 derniers jours. Les réponses sont finalement traduites en une perception de la faim dans le ménage avec trois catégories essentielles à savoir « peu de faim dans le ménage », « faim modérée dans le ménage » et « faim sévère dans le ménage ». Ainsi les résultats de la présente enquête FSMS sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 3. Indice de la faim dans les ménages par ZME

ZME	Situation de l'indice de la faim (HHS)			
	Pas de faim (HHS=0)	Faim légère (HHS=1)	Faim modérée (HHS=2 à 3)	Faim sévère (HHS=4 ou plus)
Buragane	95%	5%	0%	0%
Crête Congo-Nil	74%	6%	19%	1%
Dépressions de l'Est	87%	3%	10%	0%
Dépressions du nord	73%	16%	10%	1%
Hautes altitudes	76%	2%	19%	3%
Plaine de l'Imbo	72%	9%	18%	1%
Plateaux humides	81%	9%	10%	0%
Plateaux secs de l'Est	75%	11%	15%	0%
National	78%	8%	14%	1%

Tendances générales

Globalement, les données montrent que la situation de la perception de la faim par les ménages au niveau national est telle que **22% de la population** estiment qu'ils **avaient faim** avec 8% avec une faim légère (HHS=1), 14% avec une faim modérée (HHS=2à3) et seulement **1% avec une faim sévère** (HHS=4 ou plus). La majorité de la population a un accès suffisant à la nourriture en cette période post récoltes.

Disparités régionales

Malgré une situation nationale relativement stable, des **disparités régionales** importantes sont à noter.

- La région de **Buragane** (Makamba) se distingue avec la meilleure situation, où **95% de la population n'a pas faim**. C'est la seule région où le pourcentage de personnes n'ayant pas faim est supérieur à 90%.
- À l'opposé, les **Hautes altitudes** (Une bonne partie des anciennes provinces de Bururi, Mwaro et Muramvya), la **Plaine de l'Imbo** (Bujumbura, Bubanza et Cibitoke), les **Plateaux secs de l'Est** (Rutana, Ruyigi et Cankuzo), la **Crête Congo-Nil** (Une partie de Rumonge et

Bujumbura), et les **Dépressions du nord** (Kirundo) affichent des pourcentages de faim modérée (HHS=2 à 3) plus élevés, avec 15% ou plus de leur population affectée.

- La faim sévère (HHS=4 ou plus) est essentiellement rapportée dans les ZMEs de **Hautes altitudes** (3%) et la **Crête Congo-Nil et Plaine de l'Imbo** (1%), ce qui est au-dessus de la moyenne nationale.

II.2.5. L'insécurité alimentaire (CARI) versus actifs du ménage.

Dans cette analyse nous nous limiterons à quelques avoirs clés des ménages, juste pour essayer de soulever d'éventuelles corrélation entre le statut de sécurité alimentaire et ces biens en question. L'appréhension de départ serait que la possession d'un de ces avoirs dont l'élevage, le jardin de case, le téléphone mobile ou une maison avoir toiture décente soit positivement corrélée à une bonne sécurité alimentaire.

Table 14. Sécurité alimentaire versus quelques avoirs des ménages.

Situation de la sécurité alimentaire	Elevage		Jardin potager de case (kitchen garden)		Possession de téléphone		Toiture de la maison		
	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Paille	Tuiles	Tôles
Sécurité alimentaire	11%	24%	19%	25%	10%	26%	5%	21%	22%
Sécurité alimentaire marginale	44%	54%	49%	59%	48%	53%	32%	54%	49%
Insécurité alimentaire modérée	39%	19%	28%	16%	36%	19%	49%	23%	26%
Insécurité alimentaire sévère	5%	2%	4%	0%	6%	2%	13%	3%	3%

Pour analyser ce tableau, examinons les liens entre la **sécurité alimentaire** et divers indicateurs socio-économiques. Le tableau présente la situation de la sécurité alimentaire (sécurité, marginale, modérée, sévère) par rapport à quatre catégories : l'élevage, la possession d'un jardin potager, la possession d'un téléphone et le type de toit de la maison. Voici les principales conclusions que l'on peut en tirer.

Impact de l'élevage et du jardin potager

La possession des actifs productifs comme le **jardin potager** et l'**élevage** sont clairement associés à une meilleure sécurité alimentaire.

- Les ménages avec un jardin potager sont 1,3 fois plus en sécurité alimentaire que ceux qui n'en ont pas (**25 %** contre **19%**).
- De même, les ménages avec un élevage sont 2,2 fois plus en sécurité alimentaire que ceux qui n'en possèdent pas (**24 %** contre **11 %**).
- En cas d'**insécurité alimentaire sévère**, les ménages sans élevage ou sans jardin potager sont surreprésentés, avec respectivement **5 %** et **4 %** des cas, contre seulement **2 %** et **0 %** pour les autres.

Ces résultats suggèrent que ces activités de production agricole et animale jouent un rôle crucial en offrant aux ménages une source de nourriture directe et/ou de revenus, ce qui les rend moins vulnérables aux chocs alimentaires.

Possession d'un téléphone : un indicateur de bien-être

La possession d'un **téléphone** est aussi un marqueur de bien-être et de meilleure sécurité alimentaire.

- Les ménages qui possèdent un téléphone ont un taux de sécurité alimentaire plus élevé (**26 %**) que ceux qui n'en ont pas (**10 %**). Et l'insécurité sévère est plus prononcée chez les ménages sans téléphone (**6 %**) que chez ceux qui en ont un (**2 %**).

Cela pourrait s'expliquer par le fait que la possession d'un téléphone est souvent liée à un revenu plus élevé. Un téléphone peut également faciliter l'accès à l'information (prix du marché, services, etc.) et aux réseaux, contribuant ainsi indirectement à la sécurité alimentaire.

Le type de toit : un indicateur de niveau de vie

Le matériau de la toiture est un bon indicateur du niveau de vie et, par extension, de la sécurité alimentaire.

- Les ménages avec des toits en **tuiles (21 %)** ou en **tôles (22 %)** sont beaucoup plus susceptibles d'être en situation de sécurité alimentaire que ceux ayant un toit en **paille (5 %)**.
- Inversement, les ménages ayant un toit en paille sont les plus touchés par l'**insécurité alimentaire modérée (49 %)** et **sévère (13 %)**.

Un toit en tuiles ou en tôles représente un investissement plus important, ce qui est généralement un signe de meilleure stabilité financière et d'un niveau de vie supérieur. Ces ménages ont donc une plus grande capacité à faire face aux dépenses alimentaires. Cependant dans certains cas la possession des maisons en tôles peut être un produit de l'assistance humanitaire (ex. cas des réfugiés et déplacés).

En somme, ce tableau montre clairement qu'il existe un lien fort entre la **situation économique** et la **sécurité alimentaire**. Les ménages qui ont des sources de revenus ou de production de nourriture (élevage, jardin) et qui sont mieux lotis financièrement (possèdent un téléphone, un toit en dur) sont beaucoup moins vulnérables à l'insécurité alimentaire.

II.2.6. Indice de Stratégie d'adaptation réduit² et stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance

1. Indice de stratégies d'adaptation alimentaire (réduit)

L'indice de stratégie d'adaptation réduit est construit sur 5 mécanismes d'adaptation alimentaire communs et courants pour permettre une certaine comparabilité dans le temps et dans l'espace ; Le calcul de l'indice tient compte de leur fréquence d'usage et la pondération de leur degré de sévérité.

Les 5 mécanismes sont (1) Consommer des aliments moins préférés car moins chers (2) Emprunter de la nourriture ou dépendre des aides de parentés ou amis (3) Réduire le nombre de repas par jour (4) Réduire les proportions/quantités aux repas (5) Réduire les quantités consommées par les adultes/mères au profit des jeunes enfants.

Table15. *Les stratégies réduites d'adaptation alimentaire par ZMEs*

rCSI	Buragane	Crête Congo- Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
rCSI 0-3	95%	41%	75%	70%	67%	60%	59%	63%	62%
rCSI 4-18	5%	50%	24%	22%	22%	33%	31%	24%	29%
rCSI >=19	0%	9%	1%	8%	11%	7%	10%	13%	9%

L'indice réduit des stratégies d'adaptation, également appelé le rCSI basé sur la consommation, est utilisé pour évaluer le niveau de stress d'un ménage dû à une pénurie alimentaire.

- Le rCSI mesure les stratégies comportementales que les personnes appliquent lorsqu'elles ne peuvent pas accéder à suffisamment de nourriture ou lorsqu'elles anticipent une diminution de la nourriture.
- Le rCSI comporte cinq stratégies standard – facilitant la comparaison dans l'espace, dans le temps et entre groupes.
- Le rCSI est fortement corrélé avec d'autres indicateurs de sécurité alimentaire, notamment le Score de Consommation Alimentaire, et les apports en Vitamine A, en protéines et en fer héminique.

Le tableau présente la répartition du rCSI (Reduced Coping Strategy Index), un indicateur de l'insécurité alimentaire, dans différentes régions du Burundi. Les données sont présentées en pourcentage pour chaque région et au niveau national, réparties en trois catégories de rCSI calibrées sur les phases de classification de l'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aigue:

- **rCSI 0-3 (faible)** : Indique une insécurité alimentaire **faible** ou nulle. Les ménages n'ont pas ou peu besoin de recourir à des stratégies d'adaptation sévères (comme emprunter de la nourriture aux amis ou aux proches, restreindre la consommation des adultes pour permettre aux jeunes enfants de manger).

² Le CSI est un indice de 5 stratégies d'adaptation basées sur la consommation alimentaire en cas de ressources alimentaires insuffisantes dont l'augmentation traduit une détérioration relative de la sécurité alimentaire du ménage !

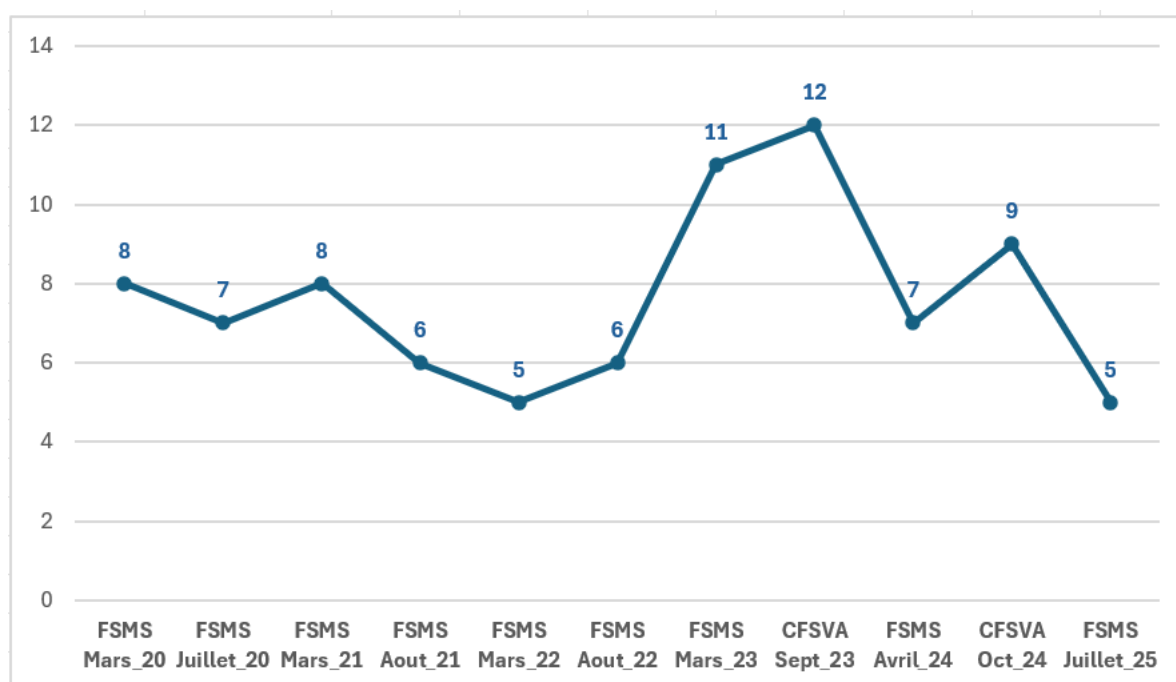
- **rCSI 4-18 (modéré) :** Indique une insécurité alimentaire **modérée**. Les ménages utilisent des stratégies d'adaptation modérées pour faire face au manque de nourriture.
- **rCSI ≥ 19 (élevé) :** Indique une insécurité alimentaire **élevée**. Les ménages sont contraints de recourir à des stratégies d'adaptation sévères.

Conclusions

1. **Situation nationale :** Au niveau national, la majorité des ménages (62%) ont un rCSI faible, ce qui signifie qu'ils ne sont pas en situation d'insécurité alimentaire élevée. Cependant, près d'un tiers des ménages (29%) sont en insécurité alimentaire modérée, et près d'un ménage sur dix (9%) est en insécurité alimentaire sévère.
2. **Disparités régionales :** Il existe des différences significatives entre les régions. La région du **Buragane** est de loin la plus sécurisée sur le plan alimentaire, avec 95% des ménages ayant un rCSI faible. C'est un cas exceptionnel. À l'inverse, la **Crête Congo-Nil** présente la situation la plus difficile, avec 41% des ménages en situation de sécurité alimentaire faible, et la plus forte proportion (50%) en insécurité modérée.
3. **Régions les plus vulnérables :** En plus de la Crête Congo-Nil, les régions des **Hautes altitudes**, des **Plateaux secs de l'Est**, et des **Plateaux humides** montrent des niveaux d'insécurité alimentaire élevée (rCSI ≥ 19) qui sont supérieurs à la moyenne nationale (11%, 13% et 10% respectivement). La **Plaine de l'Imbo** et les **Dépressions du nord** sont également des zones à surveiller.
4. **Points forts régionaux :** La région du **Buragane** et, dans une moindre mesure, les **Dépressions de l'Est**, affichent une situation alimentaire plus favorable que la moyenne nationale, avec un faible pourcentage de ménages en insécurité alimentaire sévère.

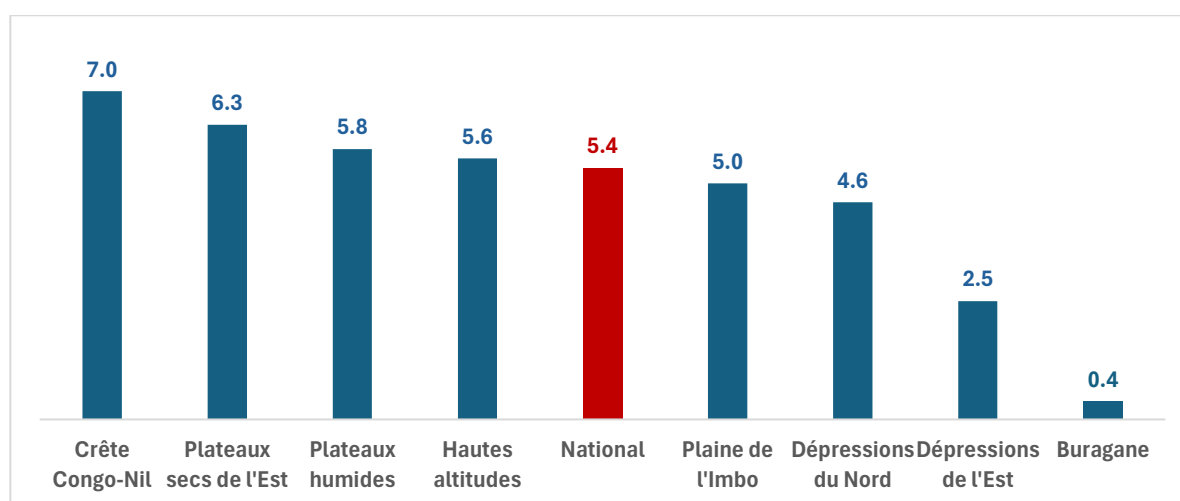
En résumé, si la situation alimentaire du Burundi est globalement gérable, il existe des **disparités régionales marquées**. La Crête Congo-Nil, en particulier, semble être une zone de préoccupation majeure en matière de sécurité alimentaire. Pour une analyse plus complète, il faudrait examiner les raisons de ces disparités, comme les conditions climatiques, la production agricole, l'accès aux marchés ou les conflits.

Figure 6. Evolution du rCSI dans le temps (2008 à 2020)



Le graphique révèle un schéma en "cloche" de l'insécurité alimentaire au Burundi entre 2020 et 2025. Après une période de stabilité relative, le pays a fait face à une crise majeure en 2023, caractérisée par une forte augmentation de la vulnérabilité de la population. Les facteurs économiques et climatiques (mauvaise performance de la saison agricole 2023B, inflation élevée, pénuries de carburant, dépréciation de la monnaie burundaise, catastrophes naturelles, etc.) sont les causes principales de cette détérioration. Cependant, la situation s'est nettement améliorée par la suite, atteignant en juillet 2025 un niveau comparable à celui d'avant la crise, indiquant une certaine résilience ou l'efficacité des réponses apportées.

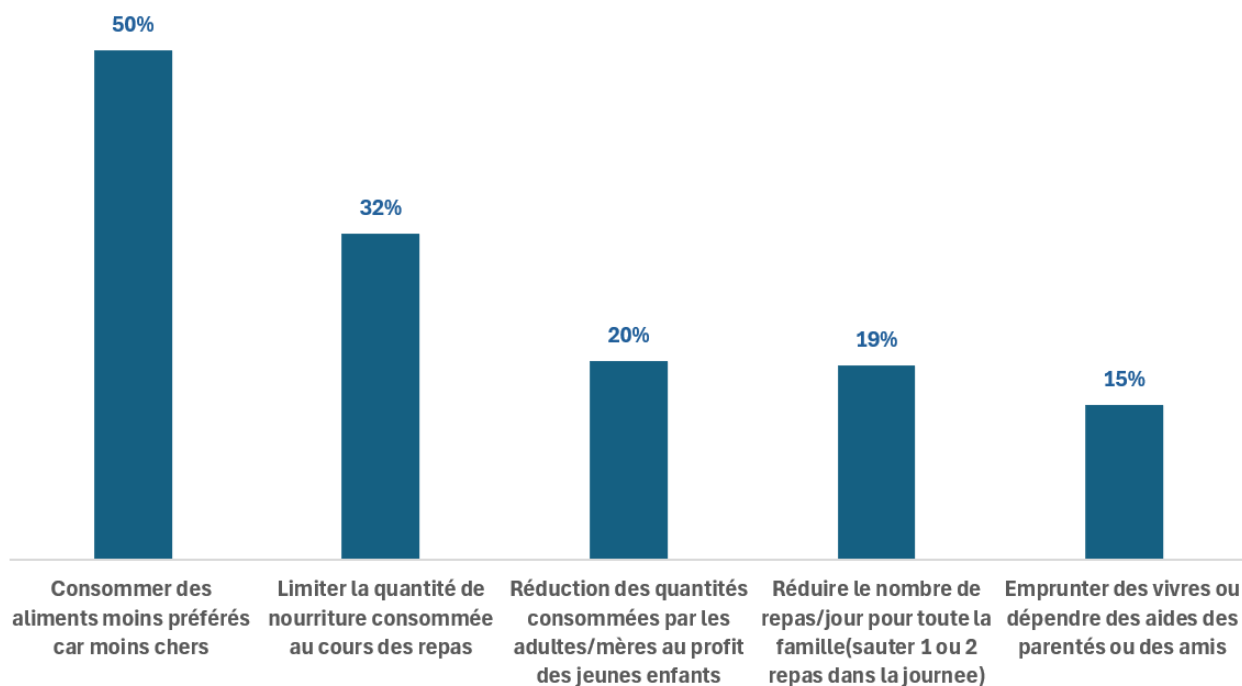
Figure 7. rCSI par ZMEs



Au niveau des différentes ZMEs, Les zones de la « crête Congo Nil » et des « plateaux secs de l'Est » enregistrent le plus grand indice de stratégies de survie tandis que les zones de « Buragane » et la

zone des « Dépressions de l'Est » ont un rCSI plus faible. La zone des « dépressions de l'Est », malgré que par rapport aux autres indicateurs de sécurité, sa situation est alarmante, son rCSI est meilleur par rapport aux autres zones ; cela pourrait signifier que l'insécurité alimentaire dans la zone est devenue permanente et que les ménages de la zone n'ont plus besoin d'adopter des stratégies car elles ne sont pas sévères pour eux car elles sont devenues leur comportement normal.

Figure 8. Les stratégies d'adaptation alimentaire les plus adoptées par les ménages au niveau national



Le graphique met en évidence que les ménages confrontés à des difficultés d'accès à la nourriture adoptent d'abord des **stratégies de survie basées sur la gestion de leur consommation**. La modification du type de nourriture (choix moins coûteux) est la première ligne de défense, suivie par une restriction des quantités ingérées. Ces stratégies témoignent d'une situation où la sécurité alimentaire est précaire, et où les familles sont obligées de faire des choix difficiles pour subvenir à leurs besoins de base. Le fait que la moitié des répondants modifient leur régime alimentaire suggère une détérioration de la qualité nutritionnelle de leur alimentation. En outre, le sacrifice des adultes au profit des enfants et la réduction du nombre de repas par jour soulignent une situation de **grande vulnérabilité**. L'emprunt de nourriture, bien que moins fréquent, montre que l'aide externe des proches est également un recours, mais cela ne concerne qu'une minorité des répondants.

Tableau 16. Les stratégies d'adaptation alimentaire les plus adoptées par les ménages par ZME

ZME	% de ménages ayant adopté les stratégies Alimentaires suivantes durant les 7 derniers jours précédant l'enquête				
	Consommer des aliments moins préférés car moins chers	Limiter la quantité de nourriture consommée au cours des repas	Réduction des quantités consommées par les adultes/mères au profit des jeunes enfants	Réduire le nombre de repas/jour pour toute la famille(sauter 1 ou 2 repas dans la journée)	Emprunter des vivres ou dépendre des aides des parentes ou des amis
Buragane	6%	5%	1%	0%	1%
Crête Congo-Nil	67%	53%	22%	23%	17%
Dépressions de l'Est	33%	25%	16%	17%	10%
Dépressions du nord	63%	23%	16%	15%	15%
Hautes altitudes	44%	27%	21%	23%	14%
Plaine de l'Imbo	54%	37%	18%	22%	17%
Plateaux humides	53%	31%	21%	17%	15%
Plateaux secs de l'Est	49%	33%	23%	22%	19%
National	50%	32%	20%	19%	15%

Disparités Régionales

Il existe des disparités notables entre les différentes ZMEs :

- **Zones fortement touchées** : Les régions de la **Crête Congo-Nil (67%)**, des **Dépressions du nord (63%)**, et de la **Plaine de l'Imbo (54%)** affichent les plus hauts pourcentages de ménages consommant des aliments moins chers. La Crête Congo-Nil se distingue également par un usage important de la limitation des quantités (53%) et la réduction du nombre de repas (23%).
- **Zones moins affectées** : La zone de **Buragane** semble la moins touchée, avec seulement **6 %** des ménages consommant des aliments moins chers et **0 %** réduisant le nombre de repas.
- **Stratégies de solidarité** : La stratégie d'emprunter des vivres ou de dépendre des aides de parents ou d'amis est particulièrement répandue dans les régions des **Plateaux secs de l'Est (19%)** et de la **Crête Congo-Nil (17%)**. Cela suggère que les mécanismes de soutien communautaire jouent un rôle crucial dans ces zones.

L'analyse des données révèle des niveaux d'insécurité alimentaire variables mais significatifs au Burundi, avec la moitié des ménages à l'échelle nationale obligés de modifier leurs habitudes alimentaires en faveur d'options moins préférées car moins chères. **La Crête Congo-Nil** et les **Dépressions du nord et de l'Est** apparaissent comme les zones les plus vulnérables, où les ménages utilisent plusieurs stratégies, incluant la réduction des portions et du nombre de repas. La zone de Buragane se démarque par sa résilience relative, affichant les pourcentages d'adoption les plus bas pour la quasi-totalité des stratégies étudiées.

2. Les stratégies liées aux moyens de subsistance

Tableau 17. Les stratégies liées aux moyens de subsistance les plus adoptées par les ménages par ZME

ZME	Stratégies d'urgence			Stratégies de Crise		
	Vendre les derniers animaux femelles	Aller mendier de l'argent ou de la nourriture (ou fouiller dans les poubelles/décharge pour trouver de la nourriture ou des objets à vendre pour acheter à manger)	Vendre/hypothéquer la maison et le terrain	Retirer les enfants de l'école	Consommer les semences qui étaient réserver pour la saison prochaine	Vendre des outils /biens productifs (houe, vélo, machine à coudre,...)
Buragane	1%	1%	0%	0%	3%	1%
Crête Congo Nil	3%	4%	3%	3%	22%	3%
Depressions de l'Est	11%	13%	13%	11%	18%	11%
Depressions du Nord	3%	2%	4%	1%	12%	1%
Hautes Altitudes	2%	2%	1%	2%	14%	4%
Plaine de l'Imbo	4%	4%	5%	6%	13%	5%
Plateaux Humides	3%	1%	1%	3%	16%	2%
Plateaux Secs de l'Est	15%	7%	9%	11%	23%	8%
National	6%	4%	4%	5%	17%	4%

Stratégies d'Urgence et de Crise

Le tableau présente les **stratégies d'urgence et de crise** adoptées par les ménages dans différentes zones d'enquête (ZME) au Burundi. Ces stratégies sont mises en œuvre en période de difficultés économiques, de pénurie alimentaire ou de catastrophes. Il est important de noter que ces pourcentages ne s'additionnent pas, car un même ménage peut avoir recours à plusieurs stratégies.

Faits Marquants

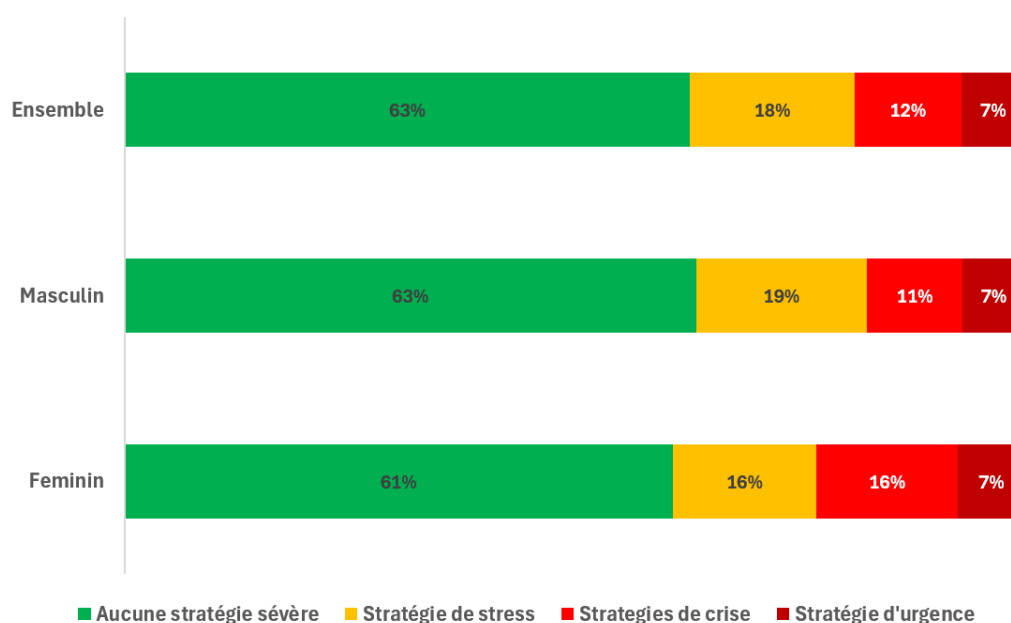
- **Vente de biens productifs (Crise) :** La stratégie la plus répandue au niveau national est la **vente des outils et biens productifs** (houe, vélo, machine à coudre, etc.), avec 17% des ménages y ayant recours. Cette proportion est particulièrement élevée dans les **Plateaux Secs de l'Est** (23%), les **Hautes Altitudes** (14%), et la **Plaine de l'Imbo** (13%), suggérant une forte pression sur les moyens de subsistance dans ces régions.
- **Consommation des semences (Crise) :** L'utilisation des semences réservées pour la saison prochaine est également une stratégie significative, avec une moyenne nationale de **5%**. Les **Dépressions de l'Est** et les **Plateaux Secs de l'Est** affichent des taux particulièrement élevés (11%), ce qui pourrait compromettre la sécurité alimentaire future de ces zones.
- **Vente d'animaux (Urgence) :** La vente des derniers animaux femelles est une stratégie courante dans les **Plateaux Secs de l'Est** (15%), ce qui peut avoir des conséquences à long terme sur la capacité de reproduction du cheptel.
- **Retrait des enfants de l'école (Crise) :** Bien que ce soit une stratégie moins fréquente au niveau national (4%), elle est utilisée de manière notable dans les **Dépressions de l'Est**

(13%) et les **Plateaux Secs de l'Est** (11%). Cette décision entraîne des répercussions graves sur l'éducation et l'avenir des enfants.

- **Emprunt et hypothèque (Urgence)** : L'emprunt d'argent ou la mendicité ainsi que la vente ou l'hypothèque de la maison et du terrain sont des stratégies moins répandues, mais présentes. Les **Dépressions de l'Est** affichent un taux notable de 13% pour l'emprunt et la mendicité, et un taux de 13% également pour la vente/hypothèque de biens.

Les résultats de l'enquête FSMS révèlent que les ménages burundais utilisent diverses stratégies, pour faire face à la précarité, et qui malheureusement affectent négativement leurs moyens de subsistance y compris le capital humain. Les régions des **Plateaux Secs de l'Est** et des **Dépressions de l'Est** semblent être les plus affectées, comme en témoigne la fréquence élevée de l'adoption de stratégies extrêmes (vente de biens, consommation des semences, et retrait des enfants de l'école). L'utilisation de ces stratégies entraîne des conséquences à long terme, non seulement sur les moyens de subsistance des familles, mais aussi sur leur capacité à se rétablir et sur le développement futur de la communauté.

Figure 9. Proportion des ménages selon la sévérité des stratégies liées aux moyens de subsistance adoptées, au niveau national



Le graphique montre que, 19 % de l'ensemble de l'échantillon, utilisent des stratégies sévères (crise et urgence). Les ménages dirigés par les hommes (18%) s'en sortent légèrement mieux que ceux dirigés par les femmes (18% contre 23%) confirmant les résultats des indicateurs précédents sur plus de vulnérabilités chez les derniers.

II.2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages

a) Activités agricole et sources de revenus des ménages

Tableau 68. Prépondérance de 3 principales activités qui ont fait vivre les ménages Durant 30 jours qui ont précédé l'enquête.

Proportion en % des ménages selon les 3 principales activités de subsistance au cours des 30 DERNIERS JOURS précédents l'enquête									
Activité	Buragane	Crête Congo Nil	Depressions de l'Est	Depressions du Nord	Hautes Altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	National
Agriculture vivrière	100%	98%	100%	98%	100%	96%	98%	100%	100%
Elevage (Inclus vente du bétail Propre et produit d'élevage)	10%	45%	17%	62%	61%	38%	45%	40%	43%
Main D'œuvre agricole	33%	16%	25%	38%	18%	24%	18%	24%	22%
Petit Commerce	35%	23%	15%	8%	7%	20%	9%	23%	15%
Autre type de main d'œuvre	24%	5%	2%	1%	6%	5%	10%	7%	7%
Autres activités	0%	8%	4%	3%	4%	5%	4%	4%	4%
Agriculture de Rente	0%	1%	0%	5%	22%	1%	1%	3%	4%
Travail temporaire	4%	1%	13%	4%	3%	0%	5%	4%	4%
Emploi/Travail salarié/Fonctionnaire	9%	3%	1%	3%	8%	3%	3%	3%	4%
Brasserie/Vente d'alcool (Vin de banane...)	4%	2%	0%	3%	1%	3%	1%	3%	2%
Don/Transfert d'argent ou nourriture	2%	0%	0%	2%	4%	1%	3%	1%	2%
Vente des produits artisanaux	0%	3%	2%	0%	1%	1%	2%	0%	1%
Vente de Bois (bois et charbon)	1%	0%	0%	1%	4%	1%	1%	1%	1%
Commerce / Entreprise	0%	1%	1%	1%	1%	3%	1%	1%	1%
Exploitation Minière	0%	4%	0%	1%	1%	2%	0%	0%	1%
Pêche/ Vente de poisson	3%	1%	1%	1%	0%	2%	0%	1%	1%
Pension	0%	0%	0%	0%	3%	0%	0%	0%	1%
Location de Terres/Parcelles	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	1%	0%
Vente de l'assistance alimentaire	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Tout comme lors des enquêtes FSMS précédentes, la prépondérance des activités qui ont fait vivre les ménages pendant les 30 jours précédant l'enquête sont l'agriculture vivrière, la main d'œuvre agricole, l'élevage, l'agriculture de rente et le petit commerce.

En général, pour les ménages ruraux l'agriculture vivrière est au centre et les autres activités viennent en complément. Ainsi 92% des ménages déclarent l'agriculture vivrière comme l'activité principale tandis que 100% des ménages la déclarent comme faisant partie des 3 principales. L'élevage, la main d'œuvre agricole et le petit commerce quant à elles sont considérées parmi les trois principales activités respectivement par 43%, 22% et 15% des ménages interrogés.

Ce tableau présente la proportion en pourcentage des ménages s'engageant dans diverses activités au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, pour différentes ZME et la moyenne nationale.

Analyse Générale et Observations Clés :

1. **Dominance de l'Agriculture Vivrière** : C'est l'activité la plus universelle. Dans **toutes les zones**, y compris au niveau national, **100% ou presque 100% des ménages** pratiquent l'agriculture vivrière. Cela souligne une forte dépendance de la population burundaise vis-à-vis de l'agriculture pour leur autosubsistance.
2. **Importance du Petit Commerce et de la Main d'œuvre Agricole** : Après l'agriculture vivrière, ces deux activités sont les plus répandues et jouent un rôle crucial pour de nombreux ménages, notamment pour générer des revenus supplémentaires.

3. **Variabilité des Activités Secondaires par ZME** : Bien que l'agriculture vivrière soit partout, la combinaison et l'intensité des autres activités varient considérablement d'une zone à l'autre, reflétant les spécificités écologiques, économiques et culturelles de chaque région.

Interprétation Détaillée par Activité :

- **Agriculture vivrière (100% national)** : Confirme que le Burundi est un pays majoritairement agricole, où l'autosuffisance alimentaire (même partielle) via la culture de subsistance est une nécessité pour pratiquement tous les ménages.
- **Élevage (incluant la vente du bétail Propre et produit d'élevage) (43% national) :**
 - **Prédominant dans les Dépressions du Nord (62%) et les Hautes Altitudes (61%)**, ainsi que Crête Congo Nil (45%). Ces zones sont des zones des pâturages plus adaptés ou des traditions d'élevage plus ancrées.
 - **Faible à Buragane (10%) et Plaine de l'Imbo (38%)**. Les 2 zones étant des zones côtières du lac Tanganyika et ayant une grande frontière avec la Tanzanie, ils privilégient d'autres activités tel que le commerce et la pêche.
- **Main d'œuvre agricole (22% national):**
 - Très présente à **Buragane (33%)** et dans les **dépressions du Nord (38%)**, suggérant que dans ces zones, une part significative des ménages travaille pour d'autres agriculteurs, probablement pour compléter leurs propres productions ou en l'absence de terres suffisantes. Malheureusement, le niveau de rémunération reste le plus faible dans la zone des Dépressions du Nord depuis la restriction des mouvements transfrontaliers.
 - Plus faible dans la Crête Congo Nil (16%), la proximité de la zone avec les grandes villes comme Bujumbura fait que la vente de la main d'œuvre agricole est substituée par d'autres opportunités de revenus offertes par le milieu urbain et le lac Tanganyika .
- **Petit Commerce (15% national):**
 - Particulièrement élevé à **Buragane (35%)** et dans la **Crête Congo Nil (23%)**. Cela indique une dynamique commerciale plus forte ou une nécessité de diversifier les sources de revenus par des activités non agricoles dans ces zones.
 - Très faible dans les **Dépressions de l'Est (2%)** et les **dépressions du Nord (8%)**, ce qui indique moins d'opportunités de marché ou des économies plus fermées/agricoles pures.
- **Agriculture de Rente (4% national):**
 - Les revenus des cultures de rente sont remarquablement élevés dans les **Hautes Altitudes (22%)**. Cela suggère que les Hautes Altitudes sont une zone de

production de thé avec des revenus réguliers sur l'année comparée aux autres ZMEs comptant sur le café et le palmier avec des revenus saisonniers.

- Ailleurs dans les zones productrices de café, les revenus sont saisonniers et la présente enquête FSMS ne les a pas pleinement captés d'où le faible apport de revenus.

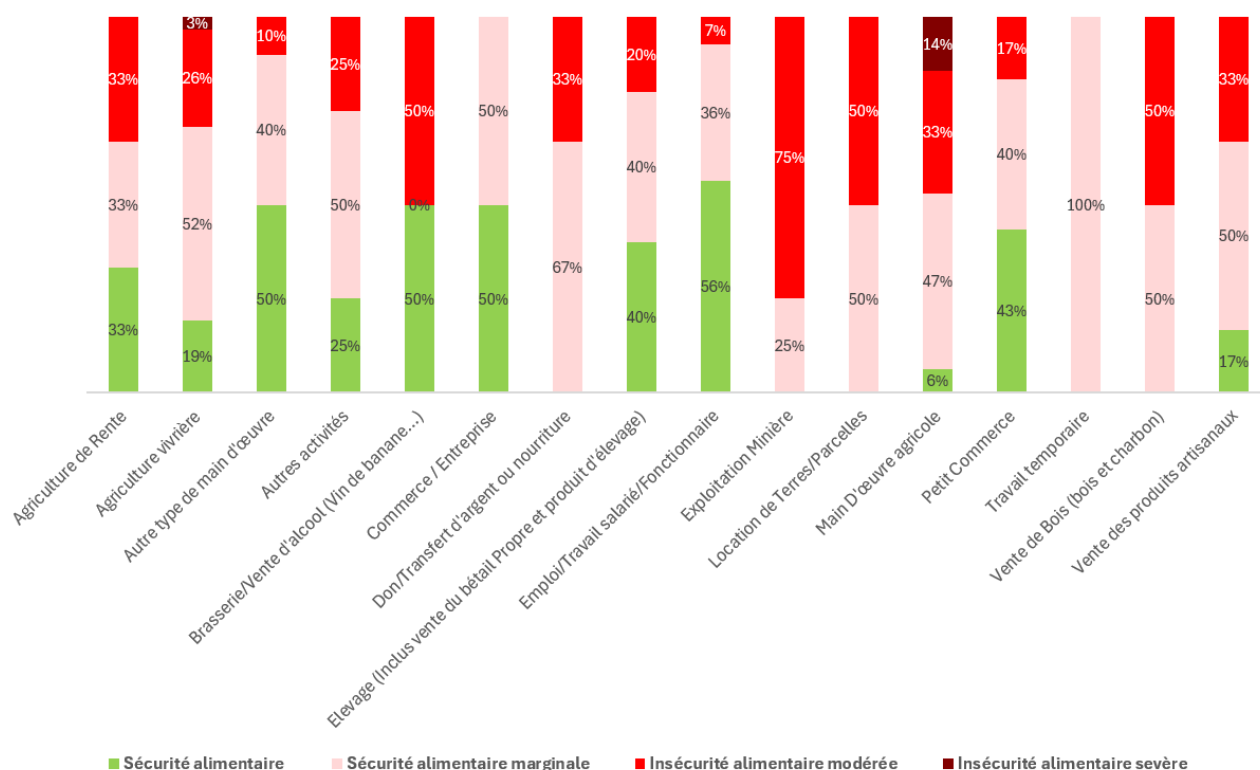
Quelques considérations importantes par rapport à l'état des Moyens de subsistance :

- **Sécurité Alimentaire :** La prédominance de l'agriculture vivrière rend la population très vulnérable aux chocs climatiques (sécheresses, inondations) et aux maladies des plantes. Des interventions pour améliorer la productivité agricole, la résilience climatique et les techniques de la gestion post-récolte des produits agricoles sont essentielles. La résilience aux aléas passera également dans la diversification des moyens de subsistance.
- **Diversification des Revenus :** Dans les zones où l'agriculture vivrière est quasi exclusive ou peu productive, encourager le petit commerce, l'élevage (si approprié) ou d'autres activités non agricoles peut renforcer la résilience des ménages.
- **Potentiel Spécifique aux ZME :**
 - **Hautes Altitudes :** Fort potentiel pour l'agriculture de rente. Il faudrait soutenir les filières (thé) tout en assurant une bonne gestion environnementale.
 - **Buragane et Plaine de l'Imbo :** Potentiel pour la pêche et le commerce lié à l'eau.
 - **Crête Congo Nil et Nord :** Soutenir l'élevage et éventuellement les petites activités minières tout en assurant la durabilité.
- **Accès au Marché et Infrastructures :** Les faibles proportions de petit commerce dans certaines zones (Dépressions de l'Est) peuvent indiquer un manque d'infrastructures de marché ou de connectivité.
- **Éducation et Formation :** Étant donné le faible taux d'emploi salarié, des programmes de formation professionnelle pour diversifier les compétences et créer des opportunités d'emploi hors agriculture seraient bénéfiques.

En résumé, ce tableau dresse un portrait clair d'une économie burundaise fortement ancrée dans l'agriculture de subsistance, avec des spécialisations et des opportunités de diversification qui varient considérablement selon les zones de moyens d'existence. Comprendre ces différences est crucial pour concevoir des interventions de développement ciblées et efficaces.

Sur le plan de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire eu égard des activités de subsistance, il est à signaler que les résultats de la présente enquête montrent que près de 2 ménages sur dix (17 %) n'ont qu'une seule activité tandis que près de sept ménages sur dix (67%) n'ont au plus que deux activités. La dépendance d'une seule activité présente en soit une absence de résilience en cas d'un choc éventuel qui pourrait viser la dite activité de subsistance. Les ZMEs des dépressions de l'Est (23.7%) et de la Crête Congo Nil (23.1%) et de la plaine de l'Imbo (21.6%) enregistrent beaucoup de ménages qui comptent sur une seule activité pour survivre et un ménage sur quatre dans les Plateaux humides.

Graphique 1. Prépondérance de l'insécurité alimentaire en fonction de la principale activité pratiquée durant les 30 derniers jours.



Les ménages comptant sur la main d'œuvre agricole sont particulièrement affectés par l'insécurité alimentaire avec plus de 47% des ménages en insécurité alimentaire (sévère + modérée). Cependant les ménages avec un élevage, un petit commerce, un emploi salarié et brassage/vente de la bière locale s'en sortent mieux. Evidement il faut toujours noter que l'agriculture vivrière reste prédominante comme activité principale pour 92% des ménages et cette catégorie compte 29% des ménages en insécurité alimentaire (sévère + modérée).

Au niveau des revenus monétaires des ménages, l'enquête FSMS utilise généralement les dépenses des ménages comme un proxy. Dans le contexte du Burundi, le choix des dépenses comme un indicateur approximé des revenus du ménage est essentiellement dicté par deux aspects dont la facilité des ménages à se prononcer sur leurs dépenses que sur leurs revenus et le fait que le niveau de l'épargne des ménages ruraux est trop faible pour faire la différence entre les revenus et les dépenses.

Il est important que les dépenses telles que présentées dans ce rapport prennent en compte également les dépenses non monétaires y compris la valorisation de l'autoconsommation au prix courant du marché au niveau de chaque province.

Les résultats de la présente enquête montrent que les dépenses moyennes mensuelles par ménage sont estimées à 170.220 Fbu (soit autour de 34.000 Fbu/mois/personne ou 1.130

Fbu/j/personne). La moyenne des dépenses mensuelles du ménage a augmenté d'environ 26% par rapport à 2018.

Tableau19. Dépenses mensuelles des ménages (en BIF)

ZME	Moyenne mensuelle de toutes les dépenses (Juillet 2022)	Moyenne mensuelle de toutes les dépenses (Juillet 2025)	Variation entre Juillet 2022 et juillet 2025 (%)
Plateaux secs de l'Est	178,115	625,073	251%
Plaine de l'Imbo	329,250	777,541	136%
Dépressions du nord	175,642	409,164	133%
Dépressions de l'Est	122,979	266,501	117%
National	230,373	492,830	114%
Crête Congo-Nil	280,036	537,761	92%
Plateaux humides	209,250	394,473	89%
Hautes altitudes	288,860	481,828	67%
Buragane	274,951	371,449	35%

- **Niveau National (230 373 BIF en 2022 à 492 830 BIF (3 285 BIF/Pers/Jour) en 2025, soit +114%)** : En termes nominaux, la moyenne nationale a plus que doublé en trois ans. Le montant global de dépenses actuelles comparées à 2024 ne pourrait avoir tout son sens qu'en tenant compte de **l'inflation galopante**, qui en juillet 2025 était de 38,8% selon l'INSBU. Pour les ménages, cela signifie une érosion importante du pouvoir d'achat si les revenus n'ont pas augmenté au même rythme, entraînant potentiellement une détérioration des conditions de vie, une augmentation de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire.
- **Plateaux secs de l'Est (+251%)** : Cette ZME est manifestement la plus vulnérable aux pressions économiques. Si l'on combine cela avec l'analyse précédente (où l'agriculture vivrière est quasi-exclusive et le petit commerce très faible), on peut en conclure que les ménages y sont très exposés aux hausses de prix, n'ayant pas de revenus diversifiés ou de filets de sécurité pour absorber le choc. Leur niveau de dépense initial en 2022 était aussi l'un des plus bas (178 115 BIF), rendant l'impact de l'inflation d'autant plus lourd.
- **Plaine de l'Imbo (+136%) et Dépressions du Nord (+133%)** : Ces zones connaissent également des hausses bien supérieures à la moyenne, ce qui indique des vulnérabilités économiques importantes, bien qu'elles partent d'un niveau de dépense initial plus élevé que les Plateaux secs de l'Est.
- **Buragane (+35%)** : Fait figure d'exception relative. Sa plus faible augmentation pourrait être due à plusieurs facteurs :
 - Proximité du lac Tanganyika, permettant l'accès à des ressources (poisson) à coût moindre.

- Une meilleure connexion aux marchés régionaux et transfrontaliers grâce à sa proximité avec la Tanzanie et des chaînes d'approvisionnement plus stables.
- Une économie locale légèrement plus résiliente ou diversifiée qui amortit l'impact de l'inflation.
- **Hautes Altitudes (+67%) et Crête Congo-Nil (+92%)** : Ces zones, où l'élevage et l'agriculture de rente sont plus présents, pourraient avoir des ménages disposant de revenus monétaires plus réguliers ou plus élevés, leur permettant d'absorber l'inflation un peu mieux, ou du moins de ne pas subir les hausses les plus extrêmes observées ailleurs.

En moyenne, au niveau national, les dépenses alimentaires mensuelles représentent 68% de toutes les dépenses des ménages.

La dernière actualisation du coût du panier alimentaire minimal (pour couvrir 2100 Kcal/J/p) a été estimé à 359 211 BIF/mois/ménage en janvier 2025 par le groupe de Travail des Transferts monétaires sous la coordination du Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale (SP/CNPS) alors que les dépenses alimentaires moyenne par ménage est de 325 926 BIF, soit un taux de couverture des besoins alimentaires minimaux de 91%.

Par ailleurs, 31% des ménages arrivent à couvrir le coût du panier alimentaire minimum eu égard du niveau des dépenses donné par l'enquête FSMS de juillet 2025 ; La ZME des « Dépressions de l'Est » a la plus grande proportion qui n'arrive pas couvrir le coût du panier mensuel.

Tableau 20 : Couverture du coût du panier alimentaire du ménage

Couverture du cout du panier alimentaire - Food MEB (359 211 Fbu/ménage/mois, janvier 2025) par ZME		
ZME	Non	Oui
Buragane	81%	19%
Crête Congo-Nil	53%	48%
Dépressions de l'Est	93%	7%
Dépressions du nord	79%	21%
Hautes altitudes	66%	34%
Plaine de l'Imbo	44%	56%
Plateaux humides	80%	20%
Plateaux secs de l'Est	64%	36%
National	69%	31%

Dans le contexte actuel de faibles opportunités économiques, la MOA constitue la source de revenus relativement accessible et la plus importante en milieu rural avec plus d'un ménage sur cinq (22%) qui en dépendent pour leur subsistance. Le taux de rémunération de la MOA s'établit en juillet 2025, en moyenne, à près de 7 073 BIF/p/jr.

Tableau 21. **Taux de rémunération de la main d'œuvre par ZMEs**

ZME	Salaire MOA sans repas (BIF)			
	Jul-22	Jul-23	Jul-24	Aug-25
Buragane	3,750	2,500	4,000	8,500
Crête Congo Nil	3,400	3,000	4,333	9,000
Dépressions de l'Est	3,000	2,500	4,250	6,400
Dépressions du Nord	1,600	2,000	2,500	5,500
Hautes Altitudes	2,500	2,500	4,500	7,400
Plateaux Humides	2,679	3,063	3,750	5,864
Plaine de l'Imbo	4,375	4,714	5,000	11,400
Plateaux secs de l'Est	2,088	2,700	3,857	4,875
National	2,812	3,340	4,122	7,073

Ce tableau présente l'évolution du salaire journalier de la main-d'œuvre agricole (MOA) sans repas, en francs burundais (BIF), à travers différentes zones d'emploi sur une période allant de juillet 2022 à août 2025.

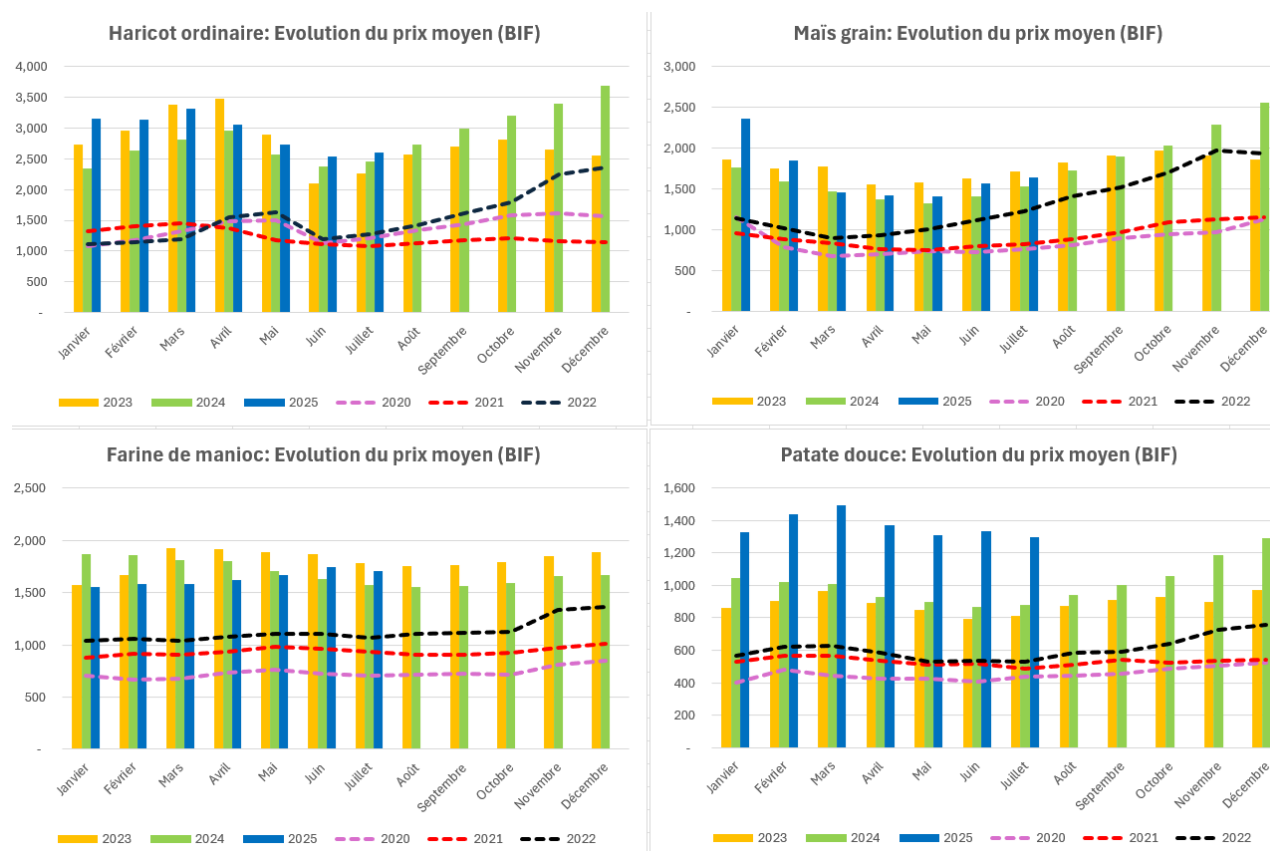
Le salaire nominal de la main d'œuvre agricole a augmenté dans toutes les ZMEs même si son niveau de couverture des besoins alimentaires reste insuffisant vis-à-vis des prix des denrées alimentaires sur le marché.

En conclusion, seuls trois ménages sur dix parviennent à couvrir le coût du panier alimentaire minimum, ce qui témoigne d'un niveau préoccupant d'insécurité alimentaire. La situation est particulièrement alarmante dans la région Est du pays, où la dépréciation du franc burundais face au shilling tanzanien entrave l'approvisionnement traditionnel des marchés transfrontaliers, en denrées alimentaires en provenance de la Tanzanie.

Par ailleurs, avec l'excédent de main-d'œuvre agricole dans la plupart des régions du pays — reflet d'un chômage déguisé dans un contexte de forte dépendance à une agriculture de subsistance sur des terres exiguës — les revenus tirés du travail agricole migratoire, qui constituent la principale source de subsistance pour plus de 20 % des ménages pauvres, demeurent insuffisants pour faire face à la cherté des produits alimentaires sur les marchés.

b) Marché et prix des denrées alimentaires

Figure 10. Evolution des prix



Le graphique montre une augmentation inquiétante des prix des denrées alimentaires de base, en particulier pour le haricot et le maïs, avec des niveaux records atteints en 2023. Cette situation a des implications majeures pour la sécurité alimentaire et le bien-être économique des populations.

Si les prix actuels de toutes les denrées alimentaires sont en hausse par rapport à ceux de 2020 à 2022, la tendance actuelle des prix pourrait continuer jusqu'à la fin de l'année.

Au niveau des perspectives des prix une augmentation ponctuelle est prévue de mi-septembre à décembre 2025 (période de soudure) à la veille de l'avènement des récoltes de la saison 2026 A qui d'après les prévisions saisonnières de Septembre – Octobre –Novembre (SOND) pourrait connaître une pluviométrie normale a tendance déficitaire (risque du phénomène La Niña).

Par ailleurs il est à noter que la dépréciation de la monnaie locale vis-à-vis des devises étrangères qui sont de plus en plus chères est un facteur fortement limitant à l'accessibilité alimentaire de part des limitations d'importation des biens de consommation courante à cause de la rareté des devises.

Tableau 22. La proportion des ménages ayant déclaré le marché comme principale source d'alimentation.

Aliments	Buragane	Crête Congo-Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Céréales et Tubercules	4%	49%	26%	38%	20%	52%	16%	18%	26%
Légumineuses	3%	45%	22%	16%	11%	49%	6%	12%	19%
Légumes et feuilles	60%	56%	59%	67%	48%	63%	38%	54%	51%

Dépendance des ménages au marché comme source principale d'alimentation

L'analyse des données révèle une forte **dépendance des ménages au marché pour les légumes et feuilles** (51% au niveau national), traduisant une faible production domestique ou un bon accès aux marchés pour ces produits. En revanche, la dépendance est plus modérée pour les **céréales et tubercules** (26%) et faible pour les **légumineuses** (19%), notamment en période post-récolte, où la production locale est plus disponible.

Certaines zones de moyens d'existence, telles que la **Plaine de l'Imbo** et la **Crête Congo-Nil**, présentent une dépendance élevée au marché pour toutes les catégories alimentaires. Cette situation les rend particulièrement vulnérables dans un contexte de **volatilité des prix** (liée à la crise du transport ou à la dépréciation de la monnaie) et de **revenus précaires** (activités peu rémunératrices et instables). À l'inverse, des régions comme **Buragane** et les **Hautes altitudes** montrent une faible dépendance au marché, mais cela peut refléter une faible consommation plutôt qu'une autosuffisance, posant ainsi un risque nutritionnel.

Les **Plateaux humides et secs de l'Est** affichent également une faible dépendance au marché, mais leurs faibles taux d'accès aux céréales et légumineuses suggèrent des difficultés d'approvisionnement et de production locale, exposant les ménages à l'insécurité alimentaire.

Dans ce contexte, plusieurs **orientations stratégiques** sont recommandées :

- Stabiliser les prix et renforcer les chaînes d'approvisionnement dans les zones à forte dépendance.
- Promouvoir la production locale dans les zones à faible consommation ou accès limité.
- Améliorer les infrastructures pour faciliter l'accès physique aux marchés.
- Mettre en place des filets sociaux (transferts monétaires, bons alimentaires) pour les ménages les plus exposés aux chocs du marché.

Ce diagnostic met en lumière les disparités régionales en matière d'accès à l'alimentation et appelle à des **interventions différenciées** pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des ménages.

III. LES CHOCS COMMUNAUTAIRES RECENTS

a) Chocs au cours des 6 derniers mois

L'enquête a demandé aux ménages les chocs les plus importants survenus durant les six mois passés. La proportion des ménages affectés par les différents chocs au cours des 6 derniers mois sont repris dans les tableaux qui suivent :

Tableau 23. Proportion des ménages affectés par au moins un choc

	Buragane	Crête Congo-Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Non	84%	38%	23%	40%	68%	44%	47%	25%	43%
Oui	16%	62%	77%	60%	32%	56%	53%	75%	57%

Dans l'ensemble 57% des ménages ont déclaré avoir été affectés par au moins un choc au cours des 6 derniers mois avec des préjudices sur leur sécurité alimentaire.

Les chocs signalés par les ménages enquêtés sont principalement les pluies excessives (28%), les maladies humaines (14%), les insectes nuisibles et maladies des cultures (14%), etc.

Les détails sur les types d'aléas, au niveau des différentes ZMEs, sont repris dans le tableau ci-après :

Tableau 24. Proportion des ménages affectés par au moins un choc

	Buragane	Crête Congo-Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Déficit hydrique/sécheresse	47%	12%	87%	93%	7%	25%	66%	69%	55%
Inflation ou hausse de prix des aliments	7%	76%	1%	0%	80%	53%	31%	27%	36%
Maladie/Épidémie (touchant les personnes)	27%	26%	8%	11%	37%	19%	35%	21%	24%
Hausse du prix du carburant/du transport	0%	57%	0%	2%	40%	22%	15%	9%	19%
Insectes nuisibles/maladies des cultures	0%	40%	9%	3%	46%	32%	9%	3%	16%
Autre	7%	2%	20%	0%	3%	13%	18%	16%	12%
Grêle/Vents violents	13%	10%	43%	3%	12%	4%	11%	6%	12%
Érosion (fortes pluies/vents violents...)	13%	17%	20%	1%	2%	9%	3%	9%	8%
Inondations	0%	3%	6%	0%	1%	9%	3%	10%	5%
Maladie du bétail (épidémies)	0%	3%	1%	3%	5%	8%	9%	2%	5%
Décès d'un membre actif	0%	2%	1%	4%	1%	4%	2%	2%	2%
Vol/pillage des ressources productives	0%	4%	2%	2%	2%	2%	1%	1%	2%
Insécurité /violence	0%	0%	0%	2%	0%	0%	0%	0%	0%
Feux de brousse	0%	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%

Le déficit hydrique demeure le choc le plus répandu, ayant touché plus de la moitié des ménages ayant subi des chocs au niveau national. Les Dépressions du Nord et de l'Est sont les zones les plus affectées, ce qui explique en partie les indicateurs de consommation préoccupants observés dans ces régions. Les chocs climatiques, en particulier la sécheresse, ont un impact direct et négatif sur les productions agricoles, compromettant la disponibilité alimentaire locale.

Le deuxième choc le plus fréquent est la hausse des prix des aliments, signalée par 36% des ménages affectés au cours des six mois précédant l'enquête. Ce choc est particulièrement ressenti dans les zones où les ménages sont fortement dépendants du marché pour leur alimentation de base, notamment les Hautes Altitudes, la Crête Congo-Nil et la Plaine de l'Imbo. Dans ces zones, la volatilité des prix met en péril l'accès régulier à une alimentation suffisante et diversifiée.

De manière particulière, la hausse des prix du carburant et du transport, signalée par 20% des ménages, a perturbé la chaîne d'approvisionnement des marchés. Ce choc a eu un double effet négatif : il a pénalisé les producteurs par des prix bas à la vente, et les consommateurs par des prix élevés à l'achat, en raison du renchérissement des coûts de transport. Les ménages dans les zones de la Crête Congo-Nil (57%) et des Hautes Altitudes (40%) l'ont le plus mentionné.

Enfin, les maladies affectant les personnes, sont rapportées par un ménage sur quatre parmi ceux ayant subi des chocs. Ce phénomène est particulièrement marqué dans les Hautes Altitudes (37%) et les Plateaux Humides (35%), deux zones ayant connu des pics de paludisme au cours des six derniers mois. Ces épisodes sanitaires aggravent la vulnérabilité des ménages, en réduisant leur capacité de travail et en augmentant les dépenses de santé.

b) Durée des stocks alimentaires dans les ménages

La durée des réserves alimentaires exprimée en semaines prend en compte les stocks sur pied mais à maturité. Ainsi les réserves toutes les spéculations confondues sont en moyenne estimées couvrir jusqu' à neuf (11) semaines à partir de juillet 2025.

Au-delà de cette moyenne de réserves alimentaires dans les ménages il faut noter que 8 % des ménages enquêtés avaient moins de 2 semaines de réserves, 8 % deux à quatre semaines de réserves, seulement 53% avait plus de deux mois de réserves alimentaires. Il y a plus de ménages avec de faibles réserves alimentaires dans les ZME de la Crête Congo Nil, de la plaine de l'Imbo et des dépressions du Nord avec respectivement, avec seulement, 19%, 28 % et 33 % des ménages avec plus de deux mois de stocks alimentaires.

Tableau25. Réserves alimentaires – Durée de stocks en semaines – à partir de juillet 2025.

	Buragane	Crête Congo Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du Nord	Hautes Altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	National
Durée moyenne des stocks en semaines	20	7	11	8	12	8	14	13	11
Moins de 2 semaines	2.1%	14.1%	2.7%	7.3%	6.1%	30.5%	3.6%	2.7%	7.9%
Deux à trois semaines	4.2%	25.6%	5.4%	14.6%	6.7%	6.0%	2.3%	3.8%	7.5%
Quatre à huit semaines	12.5%	41.6%	39.7%	45.3%	34.2%	35.5%	25.6%	26.7%	31.9%
Huit semaines et plus	81.3%	18.8%	52.2%	32.8%	53.1%	28.0%	68.4%	66.8%	52.7%

IV. GENRE ET QUELQUES INDICATEURS CLES

Pour rappel, sur l'ensemble des ménages enquêtés 25% sont dirigés par les femmes tandis que 75% sont dirigés par des hommes. La proportion de ménages dirigés par les femmes est supérieure à celle d'environ 22% habituellement relevée dans les enquêtes antérieures.

Tableau 26. Prévalence de l'insécurité alimentaire par sexe du chef de ménage

Sexe du CM	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire marginale	insécurité alimentaire modérée	insécurité alimentaire sévère
Feminin	14%	52%	30%	5%
Masculin	22%	51%	24%	3%
Ensemble	20%	51%	25%	3%

Les résultats de cette enquête FSMS révèlent que les ménages dirigés par des femmes sont 1,3 fois plus exposés à l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par des hommes. En effet, 35% de ces ménages (soit plus d'un sur trois) sont en situation d'insécurité alimentaire, contre 27% (environ un sur quatre) parmi les ménages dirigés par des hommes.

Cette disparité peut s'expliquer par le fait que la femme est souvent chef de ménage en l'absence de l'homme c'est-à-dire dans les cas des ménages monoparentaux (séparation, divorce, veuvage, etc.) et disposent généralement de ressources économiques limitées. Le contexte socioculturel burundais contribue également à cette vulnérabilité : les femmes séparées, veuves ou divorcées ont moins de chances de retrouver un partenaire, comparativement aux hommes dans la même situation, ce qui limite davantage leur accès aux opportunités économiques et sociales.

Participation des femmes dans la gestion du budget du ménage

Les résultats de l'enquête FSMS indiquent que dans 50% des ménages, la femme est au moins associée à la gestion du budget global. Parmi ceux-ci, 24% des femmes assurent une gestion exclusive, tandis que 26% partagent cette responsabilité avec leur partenaire. Ces chiffres traduisent une implication croissante des femmes dans les décisions économiques du ménage, comparativement aux tendances observées par le passé.

Cependant, dans les ménages dirigés par des hommes, la participation des femmes reste limitée : elles sont associées à la gestion du budget dans seulement 33% des cas, et en assurent une gestion exclusive dans à peine 3% des cas. Cette situation reflète encore des déséquilibres dans le pouvoir décisionnel au sein des ménages, bien que l'évolution vers une gestion plus concertée des ressources familiales soit perceptible.

Tableau 27. Responsable du budget global dans les ménages

	Qui est responsable budget du menage?								
	Buragane	Crête Congo- Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Les deux (Homme et Femme)	59%	27%	58%	16%	15%	20%	30%	14%	26%
Homme	20%	50%	26%	58%	53%	57%	42%	65%	49%
Femme	20%	15%	16%	27%	32%	22%	27%	21%	24%
Autre	1%	8%	0%	0%	1%	1%	1%	0%	1%

Implication des femmes dans la gestion du budget alimentaire ; Les résultats de l'enquête FSMS montrent une **forte implication des femmes dans la gestion du budget dédié à l'alimentation**. Dans **86% des ménages enquêtés**, la femme est **au moins associée** à cette gestion, et dans **55% des cas**, elle en assure la **gestion exclusive**. Ces chiffres traduisent le rôle central des femmes dans les décisions liées à l'alimentation familiale.

Cependant, dans les **ménages dirigés par des hommes**, cette implication est moins marquée : la femme est **associée à la gestion du budget alimentaire dans 61% des cas**, et elle en assure la **gestion exclusive dans seulement 33% des cas**. Cela souligne une **disparité persistante** dans le partage des responsabilités économiques au sein du ménage selon le genre du chef de ménage.

Il convient de noter que cette **implication féminine est particulièrement élevée dans les zones des Plateaux Secs de l'Est et des Dépressions du Nord**, ce qui pourrait refléter des dynamiques sociales spécifiques ou une plus grande autonomie des femmes dans ces régions.

Tableau 28. Responsable du budget pour l'alimentation dans les ménages

	Qui est responsable du budget de l'alimentation dans le ménage?								
	Buragane	Crête Congo- Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Les deux (Homme et Femme)	33%	43%	45%	25%	40%	29%	27%	16%	31%
Homme	10%	15%	13%	10%	8%	21%	11%	17%	13%
Femme	55%	35%	42%	65%	51%	49%	60%	66%	55%
Autre	1%	8%	0%	0%	1%	1%	1%	0%	2%

V. AGRICULTURE ET ELEVAGE : PRINCIPALES CULTURES, CONTRAINTES, ETC.

Tableau 29. Principale culture vivrière de la saison 2025 B.

ZME	Principales cultures									
	Banane légumes	Légumes	Légumineuses	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Riz	Autre	Aucune
Buragane	0%	0%	24%	53%	22%	0%	0%	1%	0%	0%
Crête Congo- Nil	1%	1%	12%	7%	77%	2%	0%	0%	0%	1%
Dépressions de l'Est	0%	0%	46%	37%	6%	0%	0%	8%	0%	0%
Dépressions du nord	0%	1%	61%	19%	10%	0%	0%	9%	0%	0%
Hautes altitudes	0%	0%	15%	55%	9%	16%	4%	0%	1%	1%
Plaine de l'Imbo	0%	1%	9%	18%	61%	1%	0%	6%	1%	3%
Plateaux humides	1%	1%	52%	28%	10%	4%	1%	3%	0%	1%
Plateaux secs de l'Est	0%	0%	35%	50%	12%	0%	1%	1%	0%	0%
National	1%	1%	34%	33%	23%	4%	1%	3%	0%	1%

Le tableau met en évidence la diversité des cultures prédominantes selon les différentes ZAE (Zone Agro-Ecologique), ainsi que l'importance relative de chaque culture au niveau national. On observe que les Légumineuses (34%), le Maïs (33%) et le Manioc (23%) sont les trois cultures les plus répandues à l'échelle nationale.

L'analyse des cultures de la saison 2025B met en évidence une forte spécialisation régionale selon les zones agroécologiques : le manioc prédomine dans la Crête Congo-
Nil et la Plaine de l'Imbo, le maïs dans le Buragane et les Plateaux secs de l'Est, et les légumineuses dans les Dépressions du Nord et les Plateaux humides. Ces trois cultures représentent près de 90 % des productions agricoles nationales, soulignant leur rôle central dans la sécurité alimentaire.

Des cultures de niche comme la patate douce et la pomme de terre, concentrées dans les Hautes Altitudes, offrent un potentiel de diversification à valoriser. Toutefois, la dépendance à un nombre

restreint de cultures exposerait certaines zones à des risques accrus liés aux aléas climatiques, aux maladies et à la volatilité des marchés. La riziculture, bien que stratégique, reste marginale et localisée.

Le secteur agricole burundais fait face à de contraintes structurelles majeures : pression démographique, morcellement des terres, dégradation des sols, dépendance à la pluviométrie, faible accès aux intrants et au financement, infrastructures rurales déficientes, faiblesse de la recherche et de la vulgarisation, instabilité politique, maladies agricoles et mauvaise gestion de l'eau.

Pour répondre à ces défis, il est crucial d'adopter une approche multisectorielle et durable, axée sur :

- La valorisation des spécialisations régionales tout en promouvant la diversification,
- Le renforcement de la résilience climatique et de la gestion durable des ressources naturelles,
- L'amélioration de l'accès aux intrants, au financement et aux marchés,
- Le développement de l'irrigation et des infrastructures rurales,
- Le soutien à la recherche et à la vulgarisation agricole.

Ces orientations sont essentielles pour renforcer la productivité, améliorer la sécurité alimentaire et soutenir les moyens d'existence des ménages ruraux au Burundi.

Tableau 30. Possession d'élevage oui ou non.

ZME		Buragane	Crête Congo-Nil	Dépressions de l'Est	Dépressions du nord	Hautes altitudes	Plaine de l'Imbo	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	National
Possession du bétail	NON	24%	36%	38%	23%	22%	44%	28%	32%	31%
	OUI	76%	64%	62%	77%	78%	56%	72%	68%	69%

L'élevage constitue une composante essentielle de l'agriculture burundaise, avec **69 % des ménages** en possession de bétail. Il joue un rôle économique, social et agroécologique majeur (revenus, fumure organique, capital, statut social). La non-possession de l'élevage chez les ménages ruraux est un facteur de fragilité (faible accès à la fumure organique, absence de capital sur pied, etc.)

Principaux constats:

1. **Vulnérabilité potentielle** : 31% des ménages ruraux enquêtés n'ont pas d'élevage traduisant une fragilité potentielle
2. **Disparités régionales**:
 - **Taux élevés** dans les *Hautes Altitudes* et les *Dépressions du Nord* (77-78 %), favorisés par la disponibilité de pâturages et les pratiques traditionnelles.
 - **Taux faibles** dans la *Plaine de l'Imbo* (56 %) et les *Dépressions de l'Est* (62 %), en lien avec des systèmes agricoles plus intensifs et une moindre disponibilité de pâturages.
3. **Enjeux d'interventions stratégiques** : Une approche différenciée est nécessaire :
 - **Renforcer l'élevage durable** dans les zones à forte possession (gestion des pâturages, santé animale).
 - **Soutenir la diversification** dans les zones à faible intégration de l'élevage.

Contraintes majeures :

- Application difficile de la loi sur la stabulation permanente (2018).
- Insuffisance de l'alimentation animale, surtout en saison sèche.
- Prévalence élevée des maladies animales, aggravée par un accès limité aux services vétérinaires.
- Faibles infrastructures de transformation et de commercialisation.
- Accès restreint aux intrants et au crédit pour les éleveurs.
- Vulnérabilité climatique affectant les ressources fourragères et hydriques.

L'élevage, bien que central dans les moyens d'existence ruraux, reste confronté à des défis structurels et environnementaux. Une politique d'élevage différenciée, adaptée aux spécificités régionales, est indispensable pour renforcer la résilience et la productivité du secteur.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le rapport FSMS de juillet 2025 met en lumière une insécurité alimentaire toujours préoccupante au Burundi, malgré une légère amélioration par rapport à 2024. Le pays peine encore à se relever de la forte détérioration amorcée en 2022. Cette situation résulte d'une combinaison de **facteurs structurels persistants** (pression démographique, dégradation des terres, faiblesse des infrastructures, accès limité aux intrants) et de **chocs conjoncturels** (aléas climatiques, inflation, dépréciation monétaire, perturbations commerciales, maladies agricoles).

Actuellement, **28 % des ménages** sont en insécurité alimentaire modérée ou sévère, et **51 %** en situation marginale. Les zones des *Dépressions de l'Est*, des *Crêtes Congo-Nil* et des *Plateaux Secs de l'Est* sont particulièrement touchées. Les ménages dirigés par des femmes et ceux dépendant exclusivement de la main-d'œuvre agricole sont les plus vulnérables.

Le régime alimentaire reste peu diversifié, avec une consommation très limitée de produits d'origine animale et de fruits, exposant les populations à des **carences nutritionnelles chroniques**. Par ailleurs, la flambée des prix a entraîné un **doublement des dépenses alimentaires en trois ans**, aggravant l'érosion du pouvoir d'achat, notamment dans les zones à forte dépendance au marché.

Les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages – réduction des portions, consommation d'aliments moins nutritifs, vente d'actifs productifs, déscolarisation – traduisent un **stress alimentaire chronique** et compromettent la résilience à long terme.

La production agricole, centrée sur les cultures vivrières (légumineuses, maïs, manioc), reste limitée par la rareté des terres, la dépendance à la pluie, et l'accès restreint aux intrants et au financement. L'élevage, bien que largement pratiqué, fait face à des défis similaires, notamment en matière de santé animale, d'alimentation et d'infrastructures.

Le Burundi se trouve à un tournant critique, où les enjeux humanitaires et de développement se croisent. Des **interventions coordonnées, ciblées et adaptées aux spécificités régionales** sont indispensables pour renforcer la résilience des ménages, améliorer la productivité agricole et garantir un accès durable à une alimentation suffisante, diversifiée et nutritive pour tous.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Sur la base des conclusions de ce rapport, les recommandations suivantes sont formulées pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burundi :

1. Renforcer la production agricole et l'élevage

- Promouvoir l'agriculture résiliente au climat : diffusion de pratiques agroécologiques, semences adaptées, irrigation à petite échelle.
- Préserver les ressources naturelles : mise en œuvre de techniques de conservation des sols et de reboisement.
- Faciliter l'accès aux intrants et au financement : subventions ciblées, systèmes de vouchers, microcrédit agricole.
- Soutenir l'élevage familial : amélioration des services vétérinaires, alimentation animale, promotion des petits élevages à cycle court.

2. Améliorer la consommation alimentaire et la nutrition

- Diversifier les régimes alimentaires : campagnes de sensibilisation, jardins potagers, promotion des aliments riches en micronutriments.
- Renforcer la nutrition communautaire : fortification des aliments de base, programmes ciblés pour les groupes vulnérables.
- Soutenir les ménages à risque : transferts monétaires ou bons alimentaires pour les ménages en insécurité alimentaire sévère.

3. Stabiliser les marchés et renforcer le pouvoir d'achat

- Lutter contre l'inflation : politiques macroéconomiques pour stabiliser les prix des produits de base.
- Améliorer les infrastructures rurales : routes, stockage post-récolte, centres de collecte.
- Renforcer les circuits de commercialisation : appui aux commerçants locaux, liens producteurs-marchés.

4. Diversifier les revenus et renforcer la résilience

- Soutenir les activités génératrices de revenus : artisanat, petit commerce, services.
- Développer la formation professionnelle : compétences adaptées aux jeunes et aux femmes.
- Faciliter l'accès à l'information : plateformes mobiles pour les prix, la météo, et les bonnes pratiques agricoles.

5. Intégrer les spécificités régionales et le genre

- Adapter les interventions aux réalités locales : cibler les besoins spécifiques des ZME.
- Promouvoir l'égalité de genre : accès des femmes à la terre, au crédit, aux intrants et à la formation.
- Soutenir les ménages monoparentaux : filets sociaux et opportunités économiques ciblées.

6. Renforcer le suivi et l'analyse

- Pérenniser le FSMS : suivi régulier des indicateurs pour une réponse rapide et adaptée.
- Approfondir la recherche : études qualitatives sur les dynamiques locales de la faim et les stratégies d'adaptation.

